

no 3

3F

INFORMATIONS RECUEILLIES DANS LA REGION LYONNAISE

ARCHIVES EN VUE DE LEUR REDIFFUSION

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

Ah! LA BELLE USINE :

- Le phénomène BERLIET (opinions sur deux grèves) 2
- Petites nouvelles d'usines de moins haut panache 7
- La solution (Souvenirs de la maison des morts) 10

Les TEENAGERS :

- Tranche de la vie d'un lycée de province 12
- Commentaire sur la révolte au CET de Bron 18
- L. T. F. Martinère 21
- C. E. T. Crépieux 21
- C. E. S. Saint-Priest 21

QUATRE MOIS D'INCIDENTS SANS GRAVITE :

- Entre les lignes du "Progrès" 22
- L'affaire Lacroix 32
- Le marché de la Croix-Rousse 31
- Manifestations à Lyon 31

L'ENFANCE PROTEGEE :

- Kidnapping ? 34
- Le caractériel interné 35
- On tire au chalet Saint-André 38

L'ORGANISATION ESPAGNOLE :

- (La grève de Harry Walter à Barcelone) 39

L'HOPITAL USINE

- Notes d'une fille de salle 50
- Cardiologie : Unité 91 56

RECTIFICATIFS. 57

DOCUMENTS PEU CONNUS, A SE PROCURER 58

Correspondance ~~C.L.L. C/o A.G.E.L. 72, Rue E. Richerand LYON(3^e)-69~~

m.bres

b.p 610
lyon 7^e

m.bres
b.p 610
lyon/rp

Solidarité financière
C. C. P. Brès 729.024, LYON

AH ! LA BELLE USINE

LE PHENOMENE BERLIET

J'aurai encore pas mal de petits trucs comme ça à vous dire

C'était pendant les grèves chez Berliet, grève pour l'obtention d'une prime de vacance et de fin d'année de 1000 F non hiérarchisée.

J'étais dans l'entreprise depuis quelques mois et c'était la première fois que je participais à un mouvement d'envergure (je le croyais) concernant près de 10 000 personnes.

Dès les premières sorties j'étais enthousiasmé par la masse des ouvriers et mensuels y participant, j'entrevois déjà une victoire facile devant un tel rapport de force ; c'était mal connaître ces messieurs dirigeant les syndicats.

C'est simple, tout a commencé par une petite promenade autour de la boîte suivie d'un meeting dans lequel on nous a expliqué le pourquoi et le comment des choses. Choses d'ailleurs que nous connaissions pour les avoir déjà entendues maintes et maintes fois dans les réunions d'information qui ont précédé cette action. Et tout s'est terminé par une promenade et un meeting dans lequel on nous a signifié qu'un vote allait être effectué concernant la continuation de la lutte ou la reprise du travail.

Entre ces deux promenades ? c'est simple, d'autres promenades et d'autres meetings, n'excédant pas 3 heures, afin de nous amener gentiment à une reprise du travail avec 300 F de primes.

Bien sûr tout était organisé... nous avons eu droit à 4 ou 5 balades autour de l'entreprise avec des "Berliet peut payer", une autre à la mairie de Vénissieux ou Mr le Député Maire "Tiens ! Tiens" est communiste, et qui nous a dit "Berliet peut payer". Ah ! j'oubliais la meilleure, une magnifique manifestation autour de la maison avec un magnifique match de football organisés par ces messieurs - c'était beau, ça nous a beaucoup aidés dans la lutte -

Des incidents dans cette grève ? pratiquement aucun ; le service d'ordre organisé par ces messieurs du PC était tellement efficace !..

Je me souviens cependant d'une petite anecdote que je vais vous conter ; je la connais bien pour la bonne raison que j'y ai participé ou que je l'ai subie.

Nous étions une dizaine de camarades qui voyant la tournure prise par les événements (uniquement destinée à détruire l'ardeur des travailleurs) manifestions bruyamment notre mécontentement, demandant simplement à ce que le potentiel d'énergie des participants soit employé dans une action plus radicale que les promenades récréatives; parmi nous un jeune appartenait à la cellule du PC de Berliet .

Cela faisait bien 10 minutes que nos voix faisaient un peu de bruit et les compagnons autour de nous commençaient à se joindre à nous. Mais 10 minutes c'est plus qu'il n'en faut à des gens comme les cocos de Berliet pour nous localiser, nous encercler, nous prendre à parti. Ayant pris soin d'abord de faire disparaître celui des leurs qui était avec nous, les voilà nous ordonnant de "fermer notre gueule" sous peine de... On finit par me demander mon ticket de pointage qu'hélas je n'avais pas sur moi ; de là à ce que je sois un élément douteux, un étudiant gauchiste venu semer la zizanie, le pas fut vite franchi par ces messieurs. Ils firent tant et si bien qu'à 20 ou 30 contre 10 ils nous l'ont fait fermer, nous laissant perplexes sur les conceptions démocratiques du parti communiste en général et de la cellule Berliet en particulier.

J'ajouterai que de telles façons d'agir ne sont pas exception au sein du parti. Nombre de jeunes garçons et filles venus de l'extérieur distribuer des tracts aux portes de la boîte, furent pris à parti et proprement tabassés jusqu'à ce que fuite s'en suive ; les témoins ne sont sûrement pas difficiles à trouver, pour ma part j'en fait parti et j'en connais beaucoup.

Revenons à notre grève ; je vais vous dévoiler tous les petits secrets qui ont fait d'elle ce qu'elle a été, une vaste fumisterie dirigée par des rigolos.

Une chose était bien en mode dans ces meetings, c'était la discrimination ouvrier mensuel chère à la CGT. On sait qu'il existe une certaine animosité entre gens des bureaux et gens de l'atelier, mais loin d'essayer de rapprocher ces catégories toutes employées dans une même usine et luttant pour une même cause, non c'eut été trop beau, il y avait d'un côté réunion ouvrier porte C et à l'opposé porte E réunion ETDA ; il ne fallait surtout pas que le mélange se fasse, que le mensuel puisse échanger avec l'ouvrier son point de vue. Diviser pour régner, c'est bien connu. La chose a même été plus loin ; à peine rendus porte E, nous nous sommes divisés nous-mêmes par bâtiment et là ce sont les problèmes spécifiques à telle ou telle catégorie de personnel qui furent soulevés... Mais au fait pourquoi faisons-nous grève ? Ah oui ! pour une prime de vacance et de fin d'année de 1000 F.

J'aurais encore pas mal de petits trucs comme ça à vous dire ; mais j'espère que ce qui précède vous laisse entrevoir la façon dont cette action fut menée, jusqu'à écoeurement des troupes. Beaucoup de Camarades ont repris ensuite le boulot complètement dégoutés, moi en premier.

Un dessinateur du C D 4

Compte rendu de la grève des ouvriers du secteur Nord du CD 4

Semaine du 19 au 23 : Les ouvriers du secteur Nord du CD 4 (section autobus) tôliers et monteurs-carrosserie réclament depuis plusieurs années une prime de bruit et une prime de salissure ; ces deux primes étaient déjà allouées aux ouvriers de deux ateliers qui travaillent dans des conditions semblables: tôlerie BC³ et CD¹ (camions).

Après une grève d'avertissement, la direction décide de procéder à des mesures de bruit près des postes de travail,...

Lundi 26/IV : La direction n'ayant pas donné les résultats des mesures, une grève d'avertissement d'une heure est décidée mardi 27/IV. Les résultats sont donnés le matin: L'intensité minimum du son pour obtenir la prime étant de 100 décibels, la moyenne de 97 décibels enregistrée lors des mesures ne permet pas l'obtention de ladite prime (le corps médical déclare que le bruit est dangereux à partir de 80 dcs).

Mardi 27/IV : A l'annonce du résultat, les ouvriers de l'équipe matin et journée se réunissent et votent une grève pour la journée sur les revendications suivantes :

- prime de bruit de 0,13 cs de l'heure
- prime de salissure à un taux équivalent.

Le pourcentage des grévistes est de 95% dans les secteurs de production; les non grévistes sont majoritaires à l'outillage et à l'ordonnancement.

Les équipes du soir se rallient dès leur arrivée à la grève.

Mercredi 28/IV : La grève est poursuivie jusqu'à satisfaction des revendications.

Jeudi 29/IV : Peu d'ouvriers se présentent à la boîte; la grève est reconduite.

L'après-midi les syndicats ont une entrevue avec la direction dont les propositions sont : 0,13 cs de prime de bruit payés sur 6 h quotidiennes sauf pour l'outillage et les manoeuvres.

Vendredi 30/IV : Les ouvriers de l'équipe du matin refusent les propositions de la direction imités en cela par l'équipe de jour. Une nouvelle revendication est posée 0,15 cs sur 9 h.

9h30 , nouvelles propositions de la direction; 0,13 cs payés sur 8 h sauf pour l'outillage et les manoeuvres. Cette proposition correspondant à peu près à leur revendication, les ouvriers sont prêts à l'accepter; cependant 2 problèmes se posent :

- les ouvriers demandent d'extension de la prime à l'outillage (4 grévistes sur 20) et aux manoeuvres ,

- la prime de salissure n'a pas été évoquée et il semble que la direction veuille amalgamer les 2 primes (= 0,13 cs au lieu de 26) ; le travail n'a pu reprendre faute de personnel suffisant.

Lundi 3 Mai

Reprise du travail dans le secteur CD4 Nord (tôliers, peintres...). Ils ont obtenu 0,13 cs sur toutes les heures travaillées cette prime étant majorée selon les heures supplémentaires; elle est indexée sur le salaire, pour TOUS les ouvriers de la production manoeuvres compris Mais : elle s'appelle "prime spéciale CD4", bien qu'elle s'adresse seulement au C D4 Nord (au lieu des 2 primes salissure et bruit à tout le CD4).

Les gars (surtout les délégués) trouvent "ce résultat bon par rapport à ce qu'on demandait". Comparativement à d'autres résultats qui étaient moindres, c'est en effet un résultat assez appréciable, puisque les manoeuvres eux aussi, l'ont obtenu (opinion d'ouvriers du CD4 Sud).

Quelques commentaires : un fait significatif, un problème qualitatif (bruit) de conditions de travail trouve une solution quantitative (fric) ; à aucun moment de la grève n'a été posé le problème de la diminution du bruit, ni par les ouvriers ni par les syndicats; ceci montre la difficulté de s'attaquer au travail lui même et l'importance croissante du Fric comme médiation- solution à tous les problèmes, tant du côté de la direction que du côté des syndicats, alors que la plupart des luttes menées depuis Mai 68 le sont sur des problèmes de condition de travail et d'horaires.

Un travailleur chez BERLIET .

Et pourtant

Il y a 5 ou 6 mois, les gardes mobiles avaient commandé quelque 70 autobus roulant à 90 km, grande vitesse en marche arrière, grande maniabilité, etc...

Leur fabrication fut étroitement surveillée par les cadres jusque vers la fin... parmi le tout dernier travail, il y eut l'électricité.... Le sabotage fut ainsi fait que tous les courts-circuits se révélèrent après rodage, en pleine utilisation répressive des cars... Lesquels durent être refaits entièrement au moins dans leur partie électrique et non plus à la chaîne mais chaque ouvrier étant responsable d'un car, afin de personnaliser d'éventuels nouveaux sabotages.... Qui n'eurent pas lieu; mais les gars prirent leur temps pour remonter les circuits, d'une part, d'autre part ils furent étroitement surveillés par l'encadrement= ça a coûté à la direction un petit sac de fric.

Des ouvriers de chez BERLIET .

Note d'ouvriers BERLIET

Il y a, chez nous, un certain nombre de travailleurs se référant d'étiquettes gauchistes (anars, maos, trotsks, guévaristes, PSU, gauche-PCF, etc.....) mais pratiquement sans expression de groupes (à part timidement " L. O " et les "Cahiers de Mai") : ceci surtout pour se démarquer des lignes politico-idéologiques des divers syndicats et partis, qu'ils jugent réformistes ou mous... C'est ainsi, cependant, qu'ils s'opposent quotidiennement en de nombreuses occasions à la CFDT (qu'ils traitent de "chèvres qu'il faut tirer avec une corde"), aux PCF, CGT ("Oui, la démocratie : comme en Pologne et Tchéco ? " ; "Oui, l'unité : comme en cassant du petit étudiant gauchois à la porte C ?")....

Grève du CD 4 - suite :

Lors d'une discussion avec un ouvrier algérien non gréviste, nous avons appris que lors des grèves d'avril 70 pour les primes de vacance et de fin d'année, il avait été ramassé par les flics sur le boulevard de ceinture; ceux-ci, dès qu'ils eurent appris qu'il était en grève, le renvoyèrent en Algérie, sans qu'il ait même la possibilité d'avertir ses amis, son employeur et les syndicats; mieux encore, ils ne lui laissèrent même pas le temps de récupérer ses vêtements civils et c'est en bleu de travail qu'il débarqua à Alger ; ce n'est que trois mois plus tard qu'il put revenir en France et être réintégré

PETITES NOUVELLES D'USINES DE MOINS HAUT PANACHE

SNEMCA - Villeurbanne :

Les ouvriers viennent d'obtenir, au cours d'une grève dure, des avantages immédiats que nous estimons nettement intéressants et en même temps directement exigibles partout ailleurs : 40 h par semaine, avec 1000 F par mois comme minimum pour les manoeuvres. L'attitude de leurs sections syndicales dans cette affaire a été exemplaire et nous félicitons tous ces camarades.... D'AUTANT PLUS QUE PAR SOLIDARITE ils continuent leur grève jusqu'au 24 mars dans le cadre du mouvement général de la métallurgie régionale ce jour-là.

GIRAUD-RIVOIRE

Imprimerie lyonnaise, faisant surtout dans le livre pieux, mais aussi dans la publicité pour Berliet, Pepro, Monatabert, etc... Le patron, un nommé Labeille, "ne comprenait pas, en 1968, que son personnel en grève lui interdise l'entrée à l'usine, alors qu'il avait soigné les blessés sur les barricades".... Autre truc "marrant", le C.E. de cette usine nous apprend qu'en 1969 il a distribué des sommes notamment pour : 10 colis aux retraités, 11 décès, 8 mariages, 12 naissances, 1 militaire, 2835 journées de maladie.... Ceux-ci compensent ceux-là....

MONTABERT (fabrique de marteaux-piqueurs, une usine à Lyon, une autre à St-Priest.)

La direction, très 19^e siècle dans ses rapports avec le personnel, n'hésite pas par exemple pour faire suivre longtemps le personnel de bureau féminin par des détectives privés; suite à quoi les jeunes femmes sont convoquées et s'entendent dire : "Mon petit, ce n'est pas sérieux, vous avez un amant, vous allez briser votre foyer et même perturber votre travail".

St-CYR-au-MONT-d'OR

Est une riante banlieue lyonnaise; ce qui est le moins riant à St-Cyr, c'est son école de police : là, les étudiants sont formés à espionner leurs concitoyens et un bon nombre d'entre eux, comme Travaux Pratiques, se voient affectés à l'entrisme dans les petits partis gauchistes (déguisés, comme on l'imagine, avec des cheveux longs, un verbiage sous-gauchiste)... Néanmoins, comme "la chair a ses faiblesses", récemment 3 ou 4 de ces preux anti-jeunes se trouvaient dans une sorte de surboum en compagnie d'autant de jeunes filles qui les connaissaient et les y avaient invités ainsi, pour se marrer qu'un ou deux "gauchistes"....

Eh bien, au bout de peu de temps, pas mal bourrés, nos apprentis flics tonnèrent tout ce que l'on voulut sur la pratique de leur métier et, en outre, ces cons se gaussaient "des gauchistes si innocents qu'ils se gourent jamais qu'on est dans leur milieu".

LES POMPIERS français sont en grève depuis novembre.

A Lyon, comme ailleurs, ils refusent d'assurer la sécurité durant les séances de ciné, théâtre, etc... Néanmoins, ces spectacles continuent à se dérouler : comme il est bien normal dans le cadre plus vaste du spectacle général ! Certains de ces pompiers, en tout cas, ont même accepté d'aller éteindre un incendie pourtant bien parti à la Préfecture du Rhône, vers la fin février.

- Aux LAMPES TEPAZ et CLAUDE (Vaise et Croix-Rousse) qui licencient tout leur personnel, des filles de 18 à 20 ans s'évanouissaient sans arrêt sur les chaînes, vu les cadences : un comprimé "décontractyl" et au boulot !

A BRANDT (Gerland)

Un jeune ouvrier tunisien qui protestait contre les conditions de travail a été matraqué et jeté à la rue par les gardes.

Des militants ouvriers de ces boîtes, au meeting métallurgie du 24.3.71, à Vénissieux.

ASCENCEURS GERVAIS

Il vient de s'y dérouler une grève de plus de trois semaines (d'ailleurs elle continue), dans la principale usine lyonnaise, ceci à 95% des effectifs (certains jours à 100%). Vers le début, l'usine villeurbannaise a aussi débrayé pour soutenir celle de Lyon, mais beaucoup plus partiellement et ça a duré à peine 2 à 3 jours. Les gars de la première usine réclamaient 10 F par jour de panier, puisque la direction a décidé de les faire désormais travailler en équipes, là maintenant aussi bien que dans la future usine transplantée plus loin en banlieue (Mézieux).

Dans la seconde (Villeurbanne), plusieurs travailleurs (dont un "étranger" que la police avait menacé d'expulsion territoriale française en juin 68 pour sa virulence) reprochent au syndicat (CGT) "de n'avoir pas voulu organiser d'implacables piquets de grève munis de triques à défaut de mitraillettes." et ajoutent même, au cours de longues discussions houleuses : ". . . . d'ailleurs vous ne faites rien pour faire triompher les

luttons particulières en général ni, SURTOUT, la lutte générale en particulier.... On ne se demande même plus qu'est-ce que vous faites ni à quoi vous servez, car on le sait : à rien ! C'est d'ailleurs bien fait pour nos gueules, puisqu'on vous tolère, qu'on ne sait pas encore s'organiser de manière autonome..." etc.

VIE D'OUVRIER

Il était auvergnat ; il avait 12 ans quand il a trouvé son premier boulot. Dans la soierie, à La Voulte. Ça a duré un jour ; le lendemain on l'a renvoyé. On le trouvait trop petit. Son père et son frère travaillaient à l'usine Voulant d'Avignon . Les saucissons "Mireille". Ils l'ont fait entrer à son tour. C'était en 1926. Il avait toujours 12 ans. Puis il est devenu apprenti cuisinier à Lyon. On l'a embauché 2 jours à l'hôtel "Palace". Il a trouvé qu'on payait mieux pendant les "saisons" dans le midi. Pendant 4 ans il a fait les saisons dans les hôtels du midi. Ensuite il a fait la guerre. Cinq mois. Ensuite on l'a réformé. C'était en février 40. Il est retourné dans la soierie. A Vaulx-en-Velin, cette fois-ci. Après la soierie, il est resté 5 jours chez Berliet-Vénissieux. Il a terminé imprimeur. D'abord dans une grosse imprimerie de St-Fons. L'imprimerie de St-Fons a été transplantée à Paris. Il n'a pas voulu suivre. Ça fait 24 ans maintenant qu'il est chez Giraud-Rivoire. Il a une bonne ancienneté.

Pendant ce temps il s'est construit une maison. C'était juste après la guerre. Le terrain était pas cher à Bron-Parilly. Il y avait encore de la campagne. Mais y avait pas beaucoup de matériaux. Avec ses copains, ils ont trouvé du fer aux grilles des cimetières. Et du remblai dans les fosses communes. Quand on retourne la terre, à l'époque des tulipes, chez lui, c'est plein d'os.

(Recueilli pendant le travail)

LA SOLUTION : SOUVENIRS DE LA MAISON DES MORTS

L'agence nationale de l'emploi, organisme, comme son nom l'indique, fréquenté par des chômeurs, remplace désavantageusement, les ex-offices -de-placement.

On a tout changé... Non contents de mettre de la moquette par terre, comme il se doit chez les gens civilisés, les décorateurs en ont mis sur les murs... A 45 F le m², rien n'est trop beau pour accueillir le travailleur en quête de la réalisation de son rêve le moins cher, mais hélas le plus nécessaire. Passé le bureau de renseignement, tenu par une hôtesse charmante dont le seul défaut est de n'avoir aucune idée de la topographie des lieux (au fait, en-ont-ils-une ?) on monte deux étages. Là commence la barbarie. Barbarie, état d'un peuple vivant en dehors des lois de l'impérialisme dominant du moment : pour preuve, je sollicite un emploi de bureau, ou équivalent, parce que j'en ai plein le cul de faire le manar pour des boîtes intérimaires qui payent quedalle.

Je me présente : nom, prénom, âge, professions précédentes, diplômes etc... Après deux heures et demi d'attente -qu'est-ce qu'il peut faire chaud, c'est pas vrai ! - je suis introduit dans le saint des saints, le bureau du pourvoyeur de non emploi, lequel (pas le bureau, le pourvoyeur) m'explique qu'il est nouveau, qu'il n'est pas très au courant, mais qu'elle (tout compte fait, c'est une pourvoyeuse) va faire ce qu'elle peut, et que tenez, voilà trois offres, alors allez voir !

Moi, pas chien, et puis j'aime bien flâner, j'y vais. Le premier, rédacteur en assurances, me dévisage : "le poste est déééjà pour- (lire pûûû)-vu".

Il allonge parce qu'il chevrotte un peu, ce qui est normal chez une personne de 90 ans. J'ai appris par hasard qu'il était pourvu mon cul, vu que le glandouillard a retéléphoné... J'ai, paraît-il, les cheveux longs.

Le deuxième se rappelle avoir passé une annonce dans le "Progrès", il y a trois semaines. Mais le poste est pourvu depuis longtemps! même qu'y avait beaucoup de candidats ! On ne prenait pour la sélection employés de bureau, que les docteurs en droit.

J'exagère un peu : au troisième on me dit que c'est un expert en assurance (BI) dont on a besoin. Y'avait ben des places, mais c'était en Février, alors...

Non découragé, je retourne le lendemain à l'ANPE (agence nationale pour l'emploi). Là, ou ici, comme on veut, la préposée, non, ce coup-ci c'est un mâle, me dit que sa collègue n'y connaissait rien, qu'elle s'est foutu de moi, que lui, prudent comme il est, et qui n'aime pas faire courir les gens pour rien... merci Mr Segalo... n'aurait jamais fait ça... et puis nom d'une pipe où a-t-elle pu dégotter ces fiches d'emploi... Enfin il ouvre le maigre dossier, le compulse d'un oeil vague,

décroche le téléphone prend l'air las, fait un geste d'impuissance, grommelle "on ne peut plus travailler" en me prenant à témoin. Moi qui acquiesce lâchement je répons : "Oui Monsieur, avec plaisir Monsieur" .

" Nous vous envoyons tous les candidats que nous recevons " .

Salopard ! pour un poste, il envoie au minimum dix personnes ! Il repose le téléphone d'un air désolé (ou bien imité, au choix) "rien pour vous"!

Demain j'irai en voir un autre, lequel va tonner contre l'incapacité du précédent, tout en me faisant comprendre, qu'avec mes cheveux longs, ma tête d'étudiant gauchiste impénitent (ça se tient) ben, j'ai pas beaucoup de chances, mais que lui il y peut rien, avec l'administration vous comprenez et que.... rideau !

J'ai écrit ça pour expliquer une partie du succès des boîtes intérimaires.

A ajouter que dès l'inscription on a droit à une allocation chômage (8 à 12 F par jour) à condition de se faire inscrire régulièrement, de ne pas travailler ailleurs, d'accepter le travail au bout de trois propositions (voir plus haut) et puis quelquefois, ça vient pas malgré tout.

Machin, intérimaire .

LES TEENAGERS

INFORMATION DIFFUSEE AU LYCEE DE VILLEURBANNE
 ou
 TRANCHE DE LA VIE D'UN LYCEE DE PROVINCE

- 25/1/71 La Magouille continue ...

Administration : "il est des chefs en contestation comme ailleurs"
 "il nous faut des têtes de turcs"

Nous voyons s'avancer le mythe de la Révolution, hydre à mille têtes incarnée en une seule, celle d'un lycéen omniprésent....

Si vous ne voyez pas de qui il s'agit, demandez le à l'administration. Elle, elle le sait !

Nous ne voulons pas engager une polémique, mais uniquement vous informer de certains agissements de l'administration. En effet, celle-ci s'insinue ouvertement dans la vie privée de certains élèves !

Jeudi 21 janvier, une quinzaine d'élèves partis à la campagne ne sont rentrés que vendredi soir. La police n'ayant pas pris de sanctions, l'administration du lycée s'en est chargée.

Bilan : deux filles ont été internées dans un pensionnat (bien que leur visite au gynécologue, conseillée par l'administration (!!!) se soit avérée inutile). On essaye de faire croire à un viol.

D'autre part les autres n'ont pas eu l'autorisation de réintégrer les cours avant deux jours. Or ceci ne concerne qu'eux-mêmes et leurs parents.

De plus leur carte de sortie leur est supprimée.

Leur présence dans l'établissement en dehors des heures de cours leur est interdite; ainsi que pour d'autres élèves n'ayant pas participé à leur partie de campagne. MAUDET * réclame aux parents un récit de la journée du 22, alors que ça ne regarde que les flics et les parents.

Quelques lycéens ont fait une fugue d'une journée. Le proviseur prend ce prétexte pour renforcer son autorité sur des élèves étrangers à cette affaire en les accusants de complicité.

Nous nous élevons contre des heures de retenue accumulées sur un seul élève pour des prétextes fallacieux. Nous protestons contre l'exclusion de certains élèves du foyer et contre les menaces de violences

* Le principal du Lycée .

de l'administration, De même le foyer est fermé à tous pour une affiche qui lui a déplu .

Nous vous informerons de l'action prévue,
 SI LE FOYER N'EST PAS REOUVERT
 SI LES ELEVES NE SONT PAS REINTEGRES sans sanctions aucures

TACHE d'HUILE

- 13/2/71 SUITE

Après s'être assuré le soutien des parents et des profs, l'administration frappe 3 élèves du conseil de discipline pour des motifs qui n'existent même pas dans son règlement, lequel précise : "le conseil de discipline est réservé à tous les cas très graves (vandalisme caractérisé, vol, insultes au personnel, conflit grave renouvelé ou persistant)".

Les faits : 2 élèves fument pendant le cours de gymnastique et s'absentent un moment. A leur retour le prof demande des explications ; l'un d'eux répond : "ça ne vous regarde pas".

Mardi 9 février un autre élève un peu rond, pisse devant le bahut. Le concierge avertit (M) Baudet qui demande le conseil de discipline dès qu'il sait de quoi il s'agit.

Voilà les motifs dérisoires dont se sert l'administration.

Le conseil de discipline n'est donc qu'une nouvelle magouille, qu'un prétexte honteux pour saborder ceux qui ne lui reviennent pas. Elle veut faire payer à ces trois otages tout ce qu'elle a pas digéré, tout ce qu'elle a accumulé dans ses sales dossiers.

NOUS REFUSONS CE PROCES PARCEQU'IL NE SERA QU'UN TISSU DE MENSONGES ET D'HYPOCRISIE, sans motif, sinon le SADISME et la HAINE de ceux qui s'acharnent sur une minorité. Parceque cette minorité ne veut pas de votre aliénation quotidienne, et parce que elle empêche la majorité de sombrer dans une basse soumission.

Même s'il faut se heurter à la SAINTE ALLIANCE (administration, parents, profs) les élèves doivent s'opposer à ce conseil au nom de la plus élémentaire liberté d'opinion. Et ceci s'adresse à tous, car rester passif, c'est les encourager dans leur curée....

Nous n'avons pas l'intention d'organiser un mode d'action quel qu'il soit : REUNION MARDI 15 FEVRIER à 10 h au foyer, où nous déciderons des actions à entreprendre.

SOUTIEN INCONDITIONNEL aux copains, quoiqu'il arrive !

TACHE D'HUILE

- Mars 71 PORNOGRAPHIE

Alors que tous les jours à la télé on vous propose des savonnets et des parfums avec des femmes à poil , ici à Brossolette on condamne ceux qui parlent jouissance sur leurs affiches. Alors, puisqu'on n'empêche pas l'état de présenter du cul à toutes les sauces et à des fins commerciales nous ne voyons pas pourquoi, que ce soit au lycée, ou à l'usine, ou dans la rue, le peuple n'aurait pas le droit de vouloir jouir et d'encourager les gens à jouir sans demander d'argent en échange.

Sachez aussi que nous faisons preuve de bonne volonté en répondant à ceux qui s'indignent devant le plaisir au nom d'une morale qui n'a plus aucune raison d'être.

Administration, profs, parents, vous avez tous gueulé en même temps contre l'obscénité; c'est facile, il suffit d'appuyer sur le bouton et ça marche ; votre réaction est vraiment digne de curés, et encore !

Alors que les bourgeois se rassasient de cul au Moulin-Rouge, chez Maxime ou autre bordel, nous, nous devrions travailler, parce que nous sommes faits pour ça et pour eux. Voilà ce que signifie votre réaction. Vous vous choquez parce qu'on a parlé de masturbation, mais des millions de gens exploités, matraqués ou tués, ça ne vous choque pas , parce que , quand l'autorité ordonne, vous baissez vos culottes.

Allez va ! Vous nous faites pitié de vous être emmerdé toute votre vie, mais vouloir que la génération suivante en fasse autant, c'est autre chose. Une des bases de la société que nous voulons est le plaisir, si ça vous fait peur, nous pas !

Membres du S. G. A. G.

- Suit alors une réponse (diffusée sous forme de tract) sur papier aussi beau et en caractères aussi administratifs que le texte est court et misérable : se déguisant en majorité silencieuse, le surveillant général imite ses ennemis et diffuse ce pseudo tract d'élèves où suintent une honte et une peur effarante :

TOUS LES TROUBLES ONT TOUJOURS ETE CAUSES
PAR LES MEMES.

NOUS AVONS SUBI ET SUPPORTE PASSIVEMENT.

ETANT ICI POUR TRAVAILLER, IL EST TEMPS D'Y
METTRE UN TERME.

SI LES PERTURBATEURS VEULENT CONTINUER DANS
CETTE VOIE, QU'ILS LE FASSENT, MAIS NOUS RE-

FUSONS DE LES DEFENDRE CONTRE LES JUSTES
SANCTIONS QUI POURRAIENT ETRE PRISES CONTRE
EUX.

NE VOUS LAISSEZ PAS INFLUENCER, PAR LEURS
ELUCUBRATIONS FANTAISISTES, MAIS DEMONTREZ
AU CONTRAIRE VOTRE PERSONNALITE EN LES
DESAVOUANT OUVERTEMENT.

REACTION ANTI A

- Plus tard : Discrimination sociale

Nous accusons Maudet* et Tarin* de discrimination sociale.
En effet nous avons le regret de constater que tous les élèves ne sont pas
considérés également par le personnel administratif:

dans les mêmes situations prétextes à sanctions en fonction du règle-
ment, selon qu'ils sont d'un rang social aisé ou modeste, l'attitude
adoptée à leur égard n'est pas la même.

C'est ainsi qu'un fils d'intellectuel ou de patron est relativement respecté,
tandis qu'un fils d'ouvrier se fait généralement insulter. Bien sûr ce fait
a été constaté au sein d'une minorité d'élèves, la minorité politisée. Cela
signifie que même parmi les mesures d'exception qui nous touchent il y a
encore une distinction entre les contestataires issus de la petite bourgeoi-
sie et les autres. Cela par lâcheté car Maudet et Tarin n'osent pas s'atta-
quer aux gens qui peuvent faire du scandale ou leur créer des ennuis ; alors
ils se rattrapent sur ceux dont les parents ne peuvent se défendre parce
qu'ils doivent nourrir une famille, apprendre à leurs enfants à se soumet-
tre à l'autorité, et parce que le scandale est le luxe des riches.

L'administration, outrepassant une fois de plus son rôle, essaie
de récupérer les fines fleurs de la contestation, pour qu'elles deviennent
plus tard, intellectuelles de gauche.

Les autres, ceux qui ne vont pas chaque semaine au théâtre du 8° avec
Papa et Maman, ce sont les voyous, les vandales, ceux que l'on veut faire
apparaître plus près du délinquant que du révolutionnaire.

Ceci est aussi une arme psychologique qui tend à prouver au
fils de prolo que lui n'a rien à gagner en contestant au bahut, car ce sera
lui qu'on videra le premier parce que le plus défavorisé donc le plus vulné-
rable. Mais ceci encourage encore plus car c'est une preuve supplémen-
taire de l'injustice sociale.

Si vous voulez des précisions, nous pouvons citer les insultes

* respectivement principal et surveillant-général.

les plus employées :

"crétin, maquereau, pauvre type, zéro, refoulé, vaurien, etc..."

Les élèves concernés peuvent témoigner à qui le voudra de la véracité des faits.

LES INSULTES

Vive l'agitation

On a reproché à l'agitation en général, de contribuer à renforcer l'ordre établi. Il est incontestable que sans opposants, un régime n'aurait aucune raison d'instaurer une répression.

Mais si, en tentant de renverser l'ordre établi par les moyens dérisoires que nous avons à notre disposition, nous ne faisons qu'accentuer la répression, ceci a au moins un côté positif :

en accentuant la répression, l'administration clarifie sa position. Elle ne joue plus ce rôle de paternalisme hypocrite dans lequel elle se complaît. En effet le masque du libéralisme dont elle se parait, ne peut plus aujourd'hui tromper les observateurs. Donc il n'a plus de raison d'être et tombe de lui-même. Cette fois personne ne peut se leurrer.

Il en est de même dans la partie adverse; en ce sens qu'il devient difficile de jouer au gauchiste par snobisme, dans la mesure où on encourt des sanctions. S'opposer à l'état de choses en place, nécessite une prise de responsabilité consciente qui ne peut plus être un jeu à partir d'un certain stade..

En conclusion nous pouvons dire que si, pour le moment, les actions effectuées contre l'autorité n'ont aucune chance d'aboutir directement, elles ont le mérite de mettre les choses au point et de forcer les indifférents à pencher d'un côté ou de l'autre.

POSEZ VOUS LA QUESTION : si vous étiez obligé de descendre dans la rue au cours d'évènements comme ceux de Mai 68, et obligé de choisir, seriez vous du côté des révolutionnaires ou du côté des oppresseurs ?

Etre modéré ou indifférent est une position commode mais essayez au moins en vous même de ne pas fuir la difficulté, de regarder les problèmes en face.

TACHE D'HUILE .

Pourquoi une Grève des Lycéens Lyonnais

A la suite des violences policières exercées à l'encontre des lycéens qui manifestaient Mardi 16 mars, les lycéens de Lyon déclenchèrent un vaste mouvement de grève qui fut suivi par une majorité d'élèves.

Samedi 20 les lycéens ont tenu à manifester leur mécontentement et leur soutien à leurs camarades emprisonnés. Nous notons ici la partialité des quotidiens locaux qui minimisent les brutalités policières et le nombre des manifestants.

Si nous sommes tous d'accord pour condamner les violences spectaculaires des brigades spéciales (yeux crevés de R. Deshayes, matraquage des lycéennes de La Martinière), la violence s'exerce à tous les niveaux !

- atteinte au droit de réunion (intervention de la police dans les réunions entre lycéens) - violence idéologique qui s'abat sur chacun de nous grâce à des moyens qui sont moins spectaculaires, mais beaucoup plus sournois (presse écrite et parlée, enseignement, etc. . . .)

La répression frappe durement tous ceux qui se dressent contre l'ordre capitaliste (militants révolutionnaires, ouvriers séquestrant les patrons, jeunes dans les cités ouvrières). Si, actuellement, la répression ne touche qu'une fraction du peuple, le terrorisme de la bourgeoisie touche de plus en plus de monde (Brigades spéciales même à l'intérieur des usines).

.....

BILAN DE LA GREVE à BROSSOLETTE : Jeudi 18 à Lundi soir 22 mars

Jeudi : assemblée générale, 200 élèves. Grève : motifs : Deshayes-filles de la Martinière matraquées. Buts : dissolution des brigades spéciales.
Vendredi : Grève générale - 700 élèves - discussion et distribution de tracts dans tout le quartier (filles volontaires pour distribuer, garçons en groupes d'auto-défense, surveillance des flics, etc. . .) Bombage, -sit-in 500 élèves devant Brosso.

Cigarettes, organisation pour la nourriture entre midi et 2 h.

Samedi : Assemblée générale : 400 élèves; discussion sur la manif de l'après-midi (la manif ne doit pas être une fin parce qu'elle est autorisée) - sit-in sous la pluie 400 personnes : mots d'ordre spontanés (chanson : des brigades y en a eu, des brigades y en a, des brigades y en aura plus) Manifestation l'après-midi, 100 de Brossolette plus 5 profs, lycée le plus représenté.

Lundi : menaces de l'Administration. Deux élèves reçoivent des menaces de la police (intimidation par soi-disant preuves par des photos (manif ?) Pétition : les grévistes s'opposent à toute sanction prise contre le moindre d'entre eux, si des sanctions étaient prises, ils reprendraient immédiatement la grève -sit-in. Décision d'arrêter la grève, formation d'un comité d'action.

COMMENTAIRE SUR LA REVOLTE AU C.E.T. DE BRON

Le 24 mars, le C E T Bron Auto s'est mis en grève.

Depuis ce jour-là nous avons obtenu :

- 1- La télé dans la salle de perms.
- 2- L'autodiscipline, 1 mois d'essai .
- 3- La construction d'une salle de perms dans le préau.
- 4- La suppression des portes de vestiaires.
- 5- L'horaire revu pour certaines classes.
- 6- Le droit de regarder la télé tous les soirs pour les internes.
- 7- A la place des 3 retards par 15 jours, maintenant c'est 5 pour la colle. (ce qu'on veut c'est leur suppression).
- 8- Le droit de tenir des assemblées générales dans la cour sur tous sujet.
- 9- Autorisation de journeaux politiques, mais pas la vente.
- 10- Aucune sanction ne sera prise contre les grévistes.

Ce que l'on nous a donné en trop :

- Des menaces de renvoi de certains grévistes.
- Des menaces de fermeture, à laquelle nous répondrons par l'occupation des locaux.
- Des flics en uniforme et en civil :

Pendant l'intervention à Fays, les flics sont venus sans nous demander l'autorisation. Nous leur avons demandé alors de quitter leur poste. Sans quoi nous plantions la tente à Fays. Manoukian montrait les dents quand il était derrière les grilles avec son parapluie à la main pour nous taper dessus. Mais quand on a ouvert les grilles, et qu'il n'avait plus qu'une moitié de parapluie, et qu'il avait reçu un gadin sur la figure, il s'est alors montré tout gentil allant même à demander aux flics de partir. Il avait plutôt intérêt !

Le lendemain à Marie-Curie on était 100 à les soutenir et à protester contre les mises à pied des 300 grévistes pour 3 jours. On n'était pas venu pour casser, ni pour violer, mais pour discuter ensemble. La sortie fut précipitée par les R. G. (flics en civil) qui arrivaient en courant ; il s'en suivit une chasse à l'homme dans les rues des alentours. 20 de nos camarades se sont fait kidnapper et fliquer. La prochaine fois faudra pas détalier comme des lapins, mais rester groupés.

La répression policière est constante. Mais celle du C. E. T.
c'est toujours qu'elle s'exerce

1- Dans l'établissement il existe pour chaque élève un livret disciplinaire identique de style aux livrets des ouvriers.

NOUS EXIGEONS QUE CEUX-CI SOIENT REMIS PERSONNELLEMENT
 A CHAQUE ELEVE

2- Les chiens des capitalistes représentés par les "brigades spéciales d'intervention", exercent une répression constante sur les manifestants, au C. E. T. la répression est exercée par l'administration flic.

IL FAUT QUE CELA CESSE

3- Dans ce bahut on nous apprend à obéir aux petits chefs et à produire. Notre éducation politique ne doit pas être faite par les représentants de la bourgeoisie, mais par des journaux politiques.

NOUS DEMANDONS QUE CEUX-CI SOIENT AUTORISES DANS
 L'ETABLISSEMENT.

4- Chaque jour des camarades luttent. Notre rôle est d'informer nos camarades sur les luttes de la classe prolétarienne.

NOUS DEMANDONS L'AUTORISATION DE TENIR DES ASSEMBLEES
 GENERALES DANS LA COUR.

5- Nous sommes en démocratie, donc nous pouvons nous exprimer librement.

NOUS EXIGEONS ALORS QU'AUCUNE SANCTION NE SOIT PRISE
 CONTRE LES MENEURS DE CETTE GREVE.

6- Nous en avons marre des heures de colle distribuées par les fascistes comme si c'étaient des petits pains au chocolat.

NOUS DEMANDONS DONC L'ASSOUPPLISSEMENT DES HEURES DE
 COLLE ET UN ESSAI D'AUTO-DISCIPLINE.

7- Le travail de certains profs et pions fascistes consiste à emmerder les élèves 365 jours de l'année.

LE NOTRE EST D'OBTENIR LEUR RENVOI.

8- Dans les lycées, il y a une réglementation horaire, au C. E. T. aussi. Celle-ci est de 36 heures. Les camarades les plus favorisés ont 36 heures, les plus défavorisés 40. Nous ne comprenons pas ce décalage de 4 heures.

NOUS EXIGEONS DONC QUE LES 36 HEURES SOIENT GENERALISEES
 A TOUTES LES CLASSES .

9- L'état est responsable des 146 morts de SAINT-LAURENT DU PONT. Pourquoi ne continuerait-il pas ses assassinats dans notre C.E.T. Les portes des vestiaires sont fermées la journée. Les raisons invoquées par l'administration flic sont les vols. Nous disons non à celle-ci. On se croirait en prison. Ici, ce n'est pas des camps de concentration.

NOUS EXIGEONS LA SUPPRESSION DES PORTES DES VESTIAIRES.

10- Nous avons donné 14 F au début de l'année, est-ce pour engraisser les bourgeois ? Nous avons le droit de savoir ce qu'ils font de notre argent. Mais comme celui-ci a permis de remplir les poches de l'administration flic

NOUS EXIGEONS QU'IL NOUS SOIT RENDU .

11- Il existe un foyer : NOUS VOULONS L'AUTORISATION D'ACCES A TOUT MOMENT DE LA JOURNEE aussi bien pour les internes que pour les demi-pensionnaires et externes.

12- Lorsqu'on s'emmerde dans les internats allons donc nous distraire avec les programmes de la télévision bourgeoise. Jusqu'à maintenant les internes n'avaient pas la possibilité de regarder la télévision.

NOUS DEMANDONS QUE CELA CHANGE

13- Pour les pions et les profs fascistes qui nous emmerdent à l'internat
NOUS DEMANDONS LE DROIT DE LES MATER

14- L'outillage est insuffisant. Il n'ya pas de trousse médicales dans les ateliers.

NOUS EXIGEONS QUE CELA S'AMELIORE.

15- Nous voulons des salles de permanence et le droit à l'intérieur de discuter ou de jouer aux cartes sans avoir à subir la politique flicarde des pions.

16- Nous ne pouvons attendre le 6° plan pour avoir un gymnase. Si l'administration ne fait rien pour l'avoir nous l'exigerons.

VIEUX TRACT L.T.F. La Martinière (Duchère) DU DEBUT MARS

Le comité de la Martinière Duchère s'élève contre la violence policière envers les manifestations pacifiques des lycéens. Ils demandent que cesse la répression qui frappe les lycéens.

Ils s'élèvent contre la pénétration de la police dans les lycées et les facultés.

Ils s'élèvent contre l'intention manifeste du Gouvernement de réduire la liberté d'expression des citoyens :

- le droit de réunion qui a été refusé aux Lycéens de Lyon
- le droit de distribuer des tracts.

Ils demandent la dissolution immédiate des brigades spéciales d'intervention qui sont la concrétisation des intentions du Gouvernement.

LE COMITE D'ELEVES MARTINIERE DUCHERE .

LE C.E.T. de CREPIEUX

Etait l'un des 5 établissements de la région encore fermés à la veille des vacances de Pâques.

LE C.E.S. de St-PRIEST

Devait ouvrir vers le mois de mars. Le maire promet qu'il ouvrira le 15 février, la Communauté Urbaine se prête au jeu (cf les élections municipales).

C'est ainsi que dans le bâtiment dont seuls les 2° et 1° étages sont accessibles, les travailleurs de la CVL (pardon la CUDL) vont se trimballer 108 vieilles tables d'élèves, une vingtaine d'armoires, une vingtaine de bureaux de profs...

Tout ça il a fallu y redescendre en avril pour monter du matériel neuf.

La Communauté Urbaine a bandé. Au fait le maire a-t-il été réélu ?

QUATRE MOIS D'INCIDENTS SANS GRAVITE

ENTRE LES LIGNES DU "PROGRES"Janvier

Le 6 :

Sept policiers des services de police judiciaire sont soupçonnés d'avoir obtenu par la torture les aveux de TAHAR Lesmri, meurtrier d'un chauffeur de taxi.

Le 8 :

Les usagers d'un C.E.S. de Caluire font savoir entre autres choses que la cour de récréation offre 40 m de long sur 15 m de large pour 900 élèves.

- Un clochard sans nom meurt de froid place Voltaire.

- Un ouvrier intérimaire de chez BIS se fait décapiter par un pont roulant chez Montabert. Les ouvriers fixes de l'usine débrayent aussitôt spontanément. Puis rembrayent, la direction ayant fait savoir que le salaire des intérimaires était pris sur la masse salariale des fixes (ce qui est une énormité).

Le 9 :

Les membres de personnel chargé de fournir des bons de sortie aux conducteurs de citernes approvisionnés à Feyzin sont tous tombés subitement malades pour le Week-End.

Le 13 :

On juge Antoine Gorlier qui, se trouvant mal payé, s'était servi lui-même dans la caisse de son patron.

- Le prix du timbre augmente de 10 centimes et il faudra bientôt aller chercher soi-même son courrier à la poste.

Le 14 :

Alain Trantweter, commis charcutier, s'immole par le feu à la suite d'une réprimande de ses patrons.

- Les vitres du bel hôtel Sofitel sont brisées par des gauchistes désireux de voir les "riches" crever de froid comme les "pauvres".

Le 15 :

L'avocat général Kastner prend publiquement la défense des sept policiers qui ont torturé Lamri.

Le 16 :

Début d'une grève au lycée d'Oullins, où la température ne dépasse jamais 8 degrés par temps doux et dont le toit menace de s'écrouler à tout instant.

- Le 19 :
 Les fermiers et métayers de Belleville s/Saône refusent l'implantation chez eux de la raffinerie dont ne veut pas la banlieue sud de Lyon.
- Le 10 :
 Les policiers laissent partir sans coup férir un gangster acculé qui menaçait de tuer sa propre fille si on l'arrêtait.
- Le 11 :
 La C. G. T. demande l'implantation d'une raffinerie dans le Beaujolais.
 - L'AGEL se retire de l'UNEF, qu'elle avait fondée en 1904.
- Le 12 :
 - L'association des chefs d'entreprises libres demande l'interdiction des grèves dans les services publics.
 - Paris interdit l'amélioration du service S. N. C. F. d'omnibus entre les villes de la région Rhône-Alpes.
 - Soustelle rétablit son parti "Progrès et Liberté".
 - Une femme flic fait arrêter un forain qui vendait des livres pornographiques.
- Le 13 :
 Les viticulteurs du Beaujolais manifestent contre l'implantation d'une raffinerie.
 - Les pompiers professionnels de Feyzin refusent d'effectuer des prélèvements d'échantillons sans être payés et accusent la direction de ELF de négliger la sécurité autour des sphères de gaz.
 - 83.416 accidents du travail dans le Rhône en 1970 se soldent par 112 morts.
 - 50% des professeurs de classes qui pratiquent dans le Rhône en sont à leur première année d'enseignement.
 - Les petits artisans taxis, réduits à abandonner leur propre voiture à des monopoliseurs d'emplacements réservés, font régner la terreur des Westerns parmi ces monopoliseurs et leurs employés. Résultat, sur 50 véhicules, Eco-Taxi, ne peut en faire circuler que 30, personne ne voulant plus travailler pour lui. Pour mémoire, il y a à Lyon, 800 taxis munis de licence, dont 262 sont à des artisans, et 56, à des propriétaires de licence, employant 538 chauffeurs. Tous ces braves gens étant copieusement défendus par sept syndicats.

- après-midi pacifique cortège des organisations de gauche contre la guerre au Laos. Le service d'ordre C.G.T. ouvre l'arcade sourcillière à un médecin C.F.D.T. et roue de coups un porteur de drapeau noir. L'intervention menaçante d'un ouvrier indigné met fin à ce genre d'agression. Le parti Communiste organise la protection des flics du consulat américain contre les manifestants maoïstes.

Le 16 :

- Les employés de maison demandent des feuilles de paie détaillées.
- Premier jour de grève aux Ascenseurs R.C.S. Dès les jours suivants, exaspérés par le silence de la presse, ils iront quémander un communiqué à l'O.R.T.F. Point de réponse. On tergiverse. Ils menacent de placer une bombe à l'Office; aussitôt les responsables se réjouissent, les en prient : pour du sensationnel, toujours.

Le 20 :

Les professeurs du lycée d'Oullins, comblés par une visite de l'inspecteur d'administration, interrompent leur grève; les élèves veulent d'autres résultats et persistent.

Le 22 :

Les petits commerçants lyonnais écrivent sur les murs :
" Giscard, pas de safari à Lyon, va à Caluire chasser le Mamouth".

Le 27 :

Plasticage de la perception de Vaise.

Fin Janvier

Il y a eu 22.251 demandes d'emploi non satisfaites pendant le mois.

Février

Le 2 :

Des "voleurs" bien renseignés dérobent une tonne de cuivre qu'ils emmènent par la grande porte dans la camionnette de l'entreprise.

Le 3 :

Les mariniers en grève paralysent le port de Perrache ;
- on arrête cinq sympathisants du CID, UNATIC soupçonnés de plasticage.
- La municipalité ne sait plus où enterrer les morts.

Le 4 :

Grève pour la bouffe au lycée de Dôle.

- Les postiers sont en grève depuis plusieurs jours, un bureau après l'autre.

Le 5 :

La direction fait fermer le lycée de Dôle jusqu'au 8.

- Cortège revendicatif au quartier préfecture des pompiers de Chambéry, Grenoble, Annecy, Roanne et Lyon.

- Les cheminots refusent d'habiter les logements qu'on a construits pour eux à 80 mètres de deux sphères de 18.000 mètres cubes de gaz liquéfié sous pression; à Feyzin.

Le 6 :

Une quinzaine de maoïstes, habillés de revêtements protecteurs, détruisent un fourgon de police devant l'usine de Firminy où ils distribuaient des tracts. Un des leurs reçoit une balle dans la cuisse. Quatre des cinq policiers sont blessés.

Le 7 :

La montée de la Grande Côte compte 700 immigrés à l'hectare.

Le 8 :

Les routiers veulent bien éviter la traversée de Macon la nuit, mais à condition que les autoroutes leur soient gratuites et que le prix des repas le long des autoroutes soit abordable.

Le 17 :

- Premier jour de grève du personnel non-enseignant de l'INSA.
- Les artisans taxis saccagent deux Eco-Taxi.

Le 18 :

- Les commerçants du CID incarcérés demandent le régime politique.

- A Carrefour de Vénissieux, réduction d'une heure de la journée de travail sans diminution de salaire.

Le 19 :

Attentats PCMLF contre un commissariat et deux bureaux de la Métro Godwin Mayer.

Le 23 :

- Menacé d'expulsion, Antoine Parla obtient gain de cause en tirant cent cartouches contre les policiers expulseurs, protégé par 30 gosses et leur monitrice qu'il tient en otages. Le préfet de l'Ain se déplace en personne pour lui demander ses armes.

Le 26 :

Dans la nuit, la préfecture brûle. Longtemps. Quelques pompiers

acceptent finalement d'aller éteindre le feu.

Le 27 :

L'usine Teyssier de Sainte Sigolène est occupée par les grévistes. L'usine Teyssier de Lopte l'est par les gendarmes. La grève dure depuis 31 jours. Ça se passe en Haute-Loire.

Mars

Le 2 :

Grève des manutentionnaires Nord-Africains de la Gare Lyon-Guillotière.

Le 3 :

Bien que le droit de grève ne soit pas reconnu en Suisse, 1250 ouvriers d'une usine de Genève arrêtent le travail par solidarité avec une autre usine en Banlieue.

Le 5 :

- Le contremaître de l'Abbaye d'Aiguebelle, délégué syndical CFDT, repousse de la main le cistercien directeur, et se fait licencier pour voies de fait. L'abbaye fabrique des liqueurs et du sirop.

- Le CID manifeste à Perrache où sont détenus 3 de ses membres. Mot d'ordre "Libérez nos camarades". Une heure plus tard les lycéens manifestent à Perrache pour la libération de Guyot. Mot d'ordre "Libérez nos camarades". Les deux manifestations se frôlent sans se rencontrer. Par timidité, sans doute. La seconde est immédiatement dispersée par la police.

- Les cent éboueurs nord-Africains en grève chez Monin de Lyon-Est refusent les 820 F par mois que leur offrent la direction. Les autres éboueurs du secteur se solidarisent et la commune se couvre d'immondices.

Le 6 :

Paris autorise quatre vingt fantassins à ramasser les ordures du secteur MONIN, dans les camions bennes Monin.

Le 8 :

- Après 42 jours de grève, les licenciés étant réintégrés, les ouvriers de Teyssier à Lapte et Sainte-Sigolène reprennent le travail.

- Les cheminots retraités menacent de descendre dans la rue avec des brouettes.

- Le 10 :
- 160 fixes et 5 intérimaires occupent la Brasserie SLAVIA de Vaise contre 13 licenciements.
- Le 11 :
- La succursale BERLIET de Dijon ferme et licencie ses 43 ouvriers et employés parce que son atelier de réparation porte ombrage au concessionnaire Berliet de la ville.
 - fin de la grève des éboueurs nord-Africains Monin qui ont obtenu gain de cause.
 - Un "instructeur" (ancien instituteur du bled en 1956) lyonnais en est à son 18^e jour de grève de la faim pour la revalorisation des salaires de ses 4000 collègues.
 - Fernand Rude vient de retrouver un exemplaire du "Remède à tout, ou Constitution invulnérable de la félicité publique" de François Joseph Lange, juge de paix lyonnais socialiste utopique décapité en 1793.
- Le 12 :
- Vingt étudiants gauchistes abiment et mettent en fuite une voiture de policiers des renseignements généraux.
 - Pleven porte plainte en diffamation contre les gens qui prétendent qu'en prison à Chambéry, Jean-Pierre Thévenin ne se serait pas suicidé .
 - En plus de leurs 112-120 heures par semaine, on veut envoyer les pompiers de la région faire du sauvetage en montagne.
- Le 13 :
- Les étudiants en droit pillent le bar de leur faculté pour alimenter le festival POP du centenaire de la Commune à l' INSA .
- Le 16 :
- L'armée demande à la population des départements du Rhône et limitrophes de l'aider à arrêter les aviateurs fugitifs et les commandos des troupes adverses, dans le cadre de l'exercice "Sidoine" de la 5^e Région militaire.
 - Les policiers matraquent violemment les lycéennes de la Martinière de Lyon, accusées de porter sur elles des manches de pioches.
- Le 17 :
- Un journaliste est molesté et un policier brûlé par les lycéens en grève du Lycée Technique Vaucanson de Grenoble.

- Le 19 :
-10.000 paysans de la région défilent près de la préfecture. Sur leur trajet, ils se lient avec des étudiants. Ils cherchent la police, mais ne la rencontrent pas.
- Le 20 :
Les léninistes bousculent les manifestants d'un cortège lycéen qui refusaient de marcher sur le bon côté de la chaussée.
- Le 21 :
Le terrain étant injouable, la rencontre de foot des avocats de Lyon contre l'école de police de Saint-Cyr au My-d'Or est partie remise.
- Le 22 :
Gaillard, Patron à Saint-Etienne, augmente un de ses ouvriers, pas l'autre. Ulcéré, le deuxième se trompe de cible et tue son ami.
- Le 24 :
Mort suspecte à la prison de SAINT-PAUL de Jacky Tournier. Le médecin demande une autopsie.
- Le 26 :
Suite et fin (?) de l'affaire des explosions de Feyzin qui, en 66 avait fait 18 morts, et 80 blessés graves. Le directeur de la Société Rhône-Alpes, le directeur de la raffinerie et le commandant des sapeurs-pompiers sont relaxés en appel, tandis qu'on condamne deux ouvriers de la raffinerie à 15 jours de prison avec sursis. Les syndicats se pourvoient en Cassation.
- Le 28 :
- Un rotor d'hélicoptère est volé à la foire internationale de Lyon.
- A Vénissieux, une bande de trimards dérobe une deux-chevaux, prend huit carabines et 7000 cartouches dans un magasin d'armes, brise les vitres de 15 voitures et attaque un HLM, puis un arrêt d'autobus, puis un groupe scolaire, puis les vitrines de la rue Claude Violet en brisant toutes les vitres et en tirant sans arrêt. Elle termine sa randonnée en incendiant la voiture volée. Aucun signalement précis.
- Le 31 :
-Cinq commerçants du CID sont condamnés pour avoir usé d'une peinture trop "belle".
- Un parent d'élèves signale au Progrès que les enseignants syndiqués exercent une influence politique sur les enfants !

- Un soudeur de 23 ans qui travaillait contre une façade tombe de l'échaffaudage depuis le 1^{er} étage et se tue.

Avril

Le 4 :

- Nouvelle manifestation centrale de milliers de lycéens.

Le 5 :

- Les jeunes agriculteurs de la région Rhône-Alpes, se désolidarisent de l'acceptation par la CNJA des propositions Mansholt.

Le 7 :

Grâce à une "complicité extérieure", des voleurs s'emparent de 570 kg de Mercure à Ugine Kulhmann (Isère). Le gang des "Ferrailleurs" lui, s'empare de trois tonnes de déchets de bronze à Vaulx-en-Velin.

- La SNCF et les Chemins de Fer Suisses interdisent aux délégués à la sécurité des cheminots de faire leur enquête sur la mort de deux des leurs, lors d'une collision à Genève.

Les gendarmes arrêtent un adjudant de pompiers qui sublimait mal : il avait allumé cinquante incendies.

- Le conseil municipal de Belleville se déclare favorable à l'implantation d'une raffinerie.

Le 10 :

- Grève des agents de la "Ferroviaire" entreprise de nettoyage des trains; qui gagnent moins de 4 F de l'heure.

Le 21 :

Sabotage à Andancette sur la ligne SNCF Paris-Marseille. 6 boulons dévissés et une éclisse enlevée. Aucun train n'arrive à dérailler.

- Sabotage à l'aéroport de Bron : 107 projecteurs détruits sans raison apparente par un seul homme à vélomoteur.

- On demande l'annulation d'une centaine d'élections municipales dans l'Ain, l'Ardèche, la Loire et le Rhône.

Le 22 :

- Les habitants de Juliènas ont payé une visite au pape à leur curé.

Le 23 :

- Alejo Calet-Vengut, ouvrier, meurt d'épuisement sur son lieu de travail, l'année de la retraite. Il avait 65 ans.

Le 24 :

- Festival POP à Péage-Roussillon. Intermédiaire entre le feu de camp, la kermesse, le concert et le pique-nique. Plus un peu d'herbe pour faire plus moderne.

Le 25 :

La raffinerie de Feyzin s'excuse pour le bruit qu'elle a produit les derniers temps et annonce une torche anormale pour les jours à venir.

- Les anciens résistants de Saint-Laurent de Mure dénoncent devant le monument aux morts, leur maire comme ancien milicien. Le maire démissionne.

Le 27 :

Une tranchée s'écroule sur l'ouvrier Layachi à Sainte-Foy-les-Lyon.

Le 28 :

Un huissier vient prendre la télé d'un routier : de chagrin il menace de se barricader et de se suicider au gaz. Ça déplace pour rien la police et les pompiers.

Le 28 :

Meeting de la CFDT sur les travailleurs immigrés, en l'absence de ces derniers.

- Un conducteur d'engins de Chaudière périt noyé au volant de sa pelle mécanique.

- Julien Dugad meurt sous sa pelle mécanique à Péchiney -Saint-Gobain.

LE MARCHÉ DE LA CROIX-ROUSSE

Un dimanche de début février 71, les maoïstes Croix-Roussiens de "La voix Prolétarienne" (Librairie Nguyen Van Troï) vendaient la C. d. P. et diffusaient des tracts.

Une bonne dizaine de cars de flics stationnaient sur le boulevard, plus une quantité d'inspecteurs en civil. Ils essayaient de prendre tous les Maos pour les embarquer. Ceci avec force charges et matraquages. Les maos se sont réfugiés dans le marché où le combat devint général entre clients et marchands, contre les flics, pendant que les maos arrachaient les paniers des gens pour se déguiser en acheteurs ; les autres gens empêchaient les flics d'embarquer les maos.

Des tas de gens ont été alors embarqués à la place des maos, mais finalement les flics ont du foutre le camp du quartier.

Epilogue : les marchands et une centaine de ménagères, des habitants du quartier... sont allés porter une plainte contre cette chasse à l'homme, et remettre une pétition très fournie au maire.

Cependant que d'autres se sont concertés et donnés les moyens pour empêcher toute nouvelle invasion policière du quartier... Et ont pu pratiquement le vérifier huit jours plus tard en chassant immédiatement les premières apparitions policières.

Une ménagère du marché.

IDEES EN VRAC SUR DES MANIFESTATIONS A LYON

Dans toutes les manifs PSU ou PC, les anars font l'objet de brigades pour port de drapeaux noirs ou de banderoles portant des slogans non autorisés par les autorités organisatrices. Or on constate la chose suivante, c'est que les contestataires en question, se font piquer leur panoplie comme des gosses.

Systématiquement, le service d'ordre entoure les gars et fonce sur l'unique drapeau ou banderole; quand il suffirait d'un minimum d'organisation disons simplement d'entente, pour qu'une dizaine de gars résiste facilement au service d'ordre; il suffirait par exemple de guetter l'encerclement et dès qu'on le pressent faire une chaîne serrée autour de l'objectif à défendre. De même, lorsque par une chaîne ils tentent de nous isoler, ne suffirait-il pas de tous foncer sur un point de la chaîne pour la faire craquer ?

Autres idées : arracher les brassards du service d'ordre, tourner les mecs en ridicule, leur balancer des confettis, de la farine ou autre produit qui laisse des traces. Avoir drapeaux, tracts de rechange pour éviter de se les faire piquer une fois pour toutes.

Face aux flics, et quand le rapport n'est pas en notre faveur, on pourrait peut-être aussi les ridiculiser en faisant des farandoles qui leur passent sous le nez ou leur balancer aussi des confettis.

Reste encore à discuter de la présence des anars ou assimilés dans des manifs dont les thèmes sont souvent discutables, sans parler des gars qui lancent des slogans tels que "socialisme libertaire en Indochine" etc.. Et les pleurs classiques lors de "la dispersion trahison" !

Voilà, j'en ai mare de causer tout seul, si tu penses qu'il y a encore beaucoup de choses à écrire là-dessus, camarade : à ta plume ! on t'attend à la prochaine édition.

A PROPOS DE L'AFFAIRE LACROIX

Il ne faudrait surtout pas croire que cette affaire-là est terminée. Non pas que les quelque 200 personnes du CLLL ou d'autres amis de Raton, Munch et Mougin mettent un morbide acharnement à agiter encore cette histoire : non ! C'est au contraire le camp adverse ("Guignol", "Minute", le PSU et la police notamment) qui relancent sans arrêt. Dans des numéros de janvier 71, en effet ces 2 journaux ont cru devoir écrire : le premier que Raton était soumis à toutes sortes de pressions policières par pègre interposée (et on s'étonne alors que "Guignol" ne soit pas plus explicite) ; le second que Raton a violemment tabassé Fati, la fille qui sortait avec lui en 1968, "profitant, ajoute "Minute", du fait que les parents de Fati soient algériens et ainsi ne puissent porter plainte" (c'est gentil à cette feuille d'inverser ainsi son racisme ! Bien entendu, tout ça est aussi faux que tout ce qu'a toujours écrit "Minute" : Michel Raton et Fati se sont simplement séparés et ne sortent plus ensemble ; il y a donc là banale non-reconduction sentimentale et non point l'horrible drame passionnel que voudraient balancer sur le marché de l'idéologie les fascites minutiens)....

Le PSU, lui, il envoie tout bonnement de ses militants (à moins qu'il ne s'agisse d'initiatives personnelles : mais dans ce cas , comment ce parti qui se croit révolutionnaire peut-il garder dans ses cohortes des gens prenant individuellement d'aussi lourdes calomnies en exécution ?) - expliquer à Michel Raton, sa famille et ses camarades de travail que l'un de ceux qui pendant deux ans ont littéralement couru la France

en dénonçant l'arbitraire de sa détention est tout simplement "un policier infiltré de longue date dans les milieux ouvriers et de gauche ; et, dans ce cas-ci, pour continuer à travailler à la perte de la famille Raton"...

Enfin l'appareil policier-judiciaire : là, au moins, c'est plus franc et net: comme on a le pouvoir, on ne s'embarrasse pas de calomnies gratuites ; il y a eu les lettres de menace des flics les plus réacs aux jurés (octobre 70), puis celles - autant spectaculaires- du préfet à la famille Lacroix ce même hiver ; le 16 février, premier anniversaire du "suicide" de Michel Mougin, le père de Mougin était à nouveau convoqué chez le juge chargé de cet aspect de l'affaire (c'est d'un tact !).

Enfin, le 8 avril, plusieurs des jeunes gens condamnés en décembre 70 pour avoir peint des inscriptions favorables à Raton-Munch-Mougin en mars 70 et dont l'un essuya même des coups de feu alors, le 8 avril, donc, plusieurs de ces jeunes lycéens repassent en jugement : appel à minima du proc. . . , condamnés à nouveau à plus de 1000 F d'amendes en tout, ils n'en ont pas le premier sou. Donc, tous ceux qui sont solidaires, voir notre CCP, en lère page, en précisant la destination de vos envois.

TRACT DIFFUSE A LA MANIF DES ARTISANS (début mars 71)

LA JUSTICE

UN SCANDALE !

Il est en prison depuis 3 semaines

POURQUOI ?

IL N'A PAS TUE !

IL N'A PAS VOLE !

Il a voulu défendre les Retraités.

A nous de le défendre pour sauver notre Liberté.

(C.I.D.U.N.A.T.I.)

L'ENFANCE PROTEGEE

KIDNAPPING ?

Un Mercredi matin de mars à 6h30, la police perquisitionne dans un appartement de la Croix-Rousse. Comme les occupants de l'appartement sont ouvriers et qui plus est vivent en communauté, on ne présente pas de mandat. Il faut dire que la maman d'un mineur de 20 ans et 3 mois cherche à récupérer par ce biais son petit détourné par les odieux communautaires. Pas de chance, le mineur n'est pas ici. Dans l'incertitude, on emmène tout le monde pour vérification d'identité.

Tout le monde comprenait entre autre Valérie (6 ans 1/2) et Cécil (3 ans), les 2 enfants d'un voisin.

Le père va les chercher au poste le lendemain, mais on lui apprend qu'ils ont été confiés à la Cité de l'Enfance (Bron). Certes, Valérie et Cécil vivaient dans un cadre familial, donc autoritaire. Mais il ne l'était sûrement pas plus qu'à la caserne pour bébés de la Cité de l'Enfance. Seulement Valérie et Cécil ne vivaient pas tout à fait comme les autres enfants. Ils ne fleuraient pas bon la sainte hygiène du 20^e siècle. On peut même dire qu'ils étaient un peu maigres. Leurs parents sont séparés. Leur père ne travaille guère. Mais qui peut dire les effets sur des enfants de cet âge d'une séparation brutale avec leur milieu naturel ?

Les parents, ayant renoué pour la circonstance, ont mis 10 jours avant de pouvoir récupérer leurs gosses. Il leur a fallu pour cela mettre en branle tout l'arsenal de la défense légale du citoyen outragé : avocats, délégations de protestations, informations par tracts. Les bureaux de la préfecture (ADAS) qui sont habilités dans ces sortes d'affaires, n'ayant rien reçu d'aucun juge d'instruction, les renvoyaient à la "Protection de l'Enfance" du Bd V. Merle qui avait fait le procès-verbal de la perquisition, laquelle les renvoyait au procureur, lequel incriminait la poste (" Je n'ai pas encore reçu de P. V. "). Ayant mis en mouvement une bonne centaine de personnes et forts de leurs sentiments d'intellectuels face à la bureaucratie policière, ils ont enfin pu reprendre leurs enfants.

Mais si le cas de ces 4 là semble provisoirement résolu, qu'en est-il des nombreuses familles d'émigrés et de mal logés qui, dans les mêmes conditions, ne peuvent bénéficier de l'assurance que leur ont donné leurs années d'université ?

LE CARACTERIEL INTERNE

(Le style de ce texte peut paraître austère et universitaire. L'auteur tient à signaler qu'il est tiré d'un plus long article écrit contre l'internement des enfants dans une brochure officielle des psychologues de la région. Donc, ne pas trop s'attacher à la forme).

Voici donc l'enfant confié à l'institution, les parents rentrés chez eux. Dès lors, tout se passera comme si l'établissement remplaçait les parents auprès des enfants.

Le groupe, en effet, "remplace" la famille; c'est l'éducateur ou l'éducatrice qui exerce les fonctions maternelles, et cela d'autant plus facilement que les parents ne sont pas là physiquement. On tentera donc de les suppléer en créant une "ambiance familiale", en offrant aux enfants des images valables d'identification parentale, etc...

Mais pour que cette fonction puisse se justifier, il faut considérer les parents comme déficients, soit mauvais parents, soit parents incapables. On entend souvent des réflexions comme celle-ci : "ce sont les parents qui sont à soigner", réflexions qui suppriment toute possibilité de triangulation en établissant une dichotomie soignant-soigné.

Avec plus de prétention scientifique, les interventions médicales ou psychologiques ont la même signification. Qu'il s'agisse d'entretiens avec les parents ou de groupes, la visée est psychotérapique : il faut soigner les parents considérés comme malades, et donc autres.

Mais soigner dans ce contexte, n'est-ce pas le contraire d'écouter ? les parents sont figés dans le rôle de "parents d'enfants caractériels" (mère rejetante, père alcoolique), etc.. Il s'agit alors de rapports de simple causalité, comme un refroidissement pourrait être la cause d'une grippe, rapports qui laissent échapper le sens que de telles conduites peuvent avoir dans la dynamique familiale.

" Les auteurs qui mettent ainsi les familles en tutelle ne s'interrogent jamais sur la place de la parole de la mère dans le monde phantasmatique de l'enfant, ni sur la place du père dans la parole de la mère (les faits à être entendus dans leur réalité laissent échapper un sens)... A étudier l'enfant comme phénomène on se prive de l'apport nécessaire de la parole parentale - ou, lorsqu'on la sollicite, c'est à titre d'information pédagogique - . On ne semble guère se préoccuper de ce qui ^{est} en jeu dans le phantasme du désir parental. A obliger les parents à une analyse personnelle, on ne voit pas qu'il est vain d'analyser une mère pour son compte à elle, lorsque son compte à elle est à ce point l'enfant, qu'elle exprime sa

présence à travers le symptôme de ce dernier (symptôme qui porte la marque du désir maternel) " (1)

Presque tous les jugements de l'institution sur les parents ont la même signification et tendent à les considérer comme soignés, et qui doivent se reconnaître comme tels. Les parents collaborant sont des parents soumis, et le terme de collaboration acquiert alors une signification qui n'est peut-être pas très éloignée de celle qu'il a durant les guerres coloniales, le territoire occupé étant alors l'enfant. Pour être "bons parents", il faut qu'ils s'acceptent comme malades ; les entrevues avec psychiatre ou psychologue, ou la participation aux réunions de parents sont les critères selon lesquels ils sont considérés comme récupérables.

Les parents ne sont pas seuls à être ainsi réduits à un rôle ; il en est de même pour les enfants. Dans la correspondance entre les parents et l'institution aussi bien qu'au cours des visites, il est rare qu'on parle des enfants autrement qu'en termes de progrès ; que ce progrès soit caractériel ou scolaire, on voit bien là qu'il s'agit d'un terrain relativement anodin, parce qu'imaginaire, puisque cela revient à réduire l'être, dans toute sa complexité, à un faire. De même, les réunions de parents ont lieu "sur" les enfants, et sans leur présence physique ; ils sont alors réduits à n'être que des objets transitionnels.

L'institution elle-même est aliénée dans ce système de relations imaginaires, où chacun est tenu de jouer son rôle. Ce rôle est alors sous-tendu par le phantasme de la toute puissance, toute puissance reconnue à l'institution par les parents, mais qui est aussi l'apparence selon laquelle elle se présente, ou est présentée.

En effet lorsqu'un enfant est placé, l'échec scolaire ou social sert généralement d'alibi : "il apprendra mieux là-bas". C'est donc sur ce terrain, imaginaire, parce que niant le contenu ou la signification des relations parents-enfant à un simple mécanisme, que vont se développer les rapports entre l'institution et les parents. L'essentiel sera donc forcément négligé ou ignoré.

Ainsi, les trois termes de la relation parents-enfant-institution sont-ils aliénés dans un réseau de liens imaginaires qui les réduisent à avoir une place, non en fonction de la complexité réelle du vécu, mais dans le désir phantasmatique des autres partenaires. Les parents ont vécu essentiellement sous le signe de la culpabilité ou du déficit. Ils ne peuvent avoir d'autre place, schématiquement, que celle de pervers, de névrosé,

(1) Maud MANNONI : L'enfant, sa "maladie" et les autres .

ou de débile. Et c'est bien ainsi qu'ils sont généralement décrits à travers les dossiers. L'institution quant à elle, est investie à la fois du savoir et du pouvoir. Elle n'a pas d'existence réelle, mais n'existe qu'en tant que représentant certaines valeurs sociales ou psychologiques.

L'enfant peut-il alors avoir d'autre place que celle d'objet de litiges, de lieu de projection des désirs contradictoires de l'adulte ? Aliéné une première fois par le désir de la mère qui ne lui laisse aucune place, il l'est à nouveau par le désir concurrent de l'institution qui, elle, le veut bon élève, puis bon travailleur, et bon citoyen, en un mot "adapté".

Cerné par ce faisceau de désirs contradictoires et d'autant plus aliénants qu'ils ne sont que rarement formulés et jamais vraiment confrontés, quelle place lui reste-t-il autre que celle du mort ? Et c'est effectivement celle qu'il prend lorsque "guéri" (cas heureusement fort rare), il rentre à la maison. Plus de colères, de fugues, d'opposition scolaire. L'enfant est devenu soumis - et muet. Ce qu'il aurait fallu dire et qui ne pouvait l'être qu'au travers de ces manifestations, ne sera jamais exprimé.

En ayant d'abord pour but la suppression du symptôme (et comment pourrait-il en être autrement dans ce contexte ?) on rend coupable et indicible sa signification.

ON TIRE AU CHALET SAINT-ANDRE

AU CHALET St-ANDRE aussi, on s'occupe d'enfants. D'enfants "pas comme les autres", puisqu'insuffisants mentaux. Et les éducateurs et instituteurs qui s'en occupent sont sans doute, eux aussi, "pas comme les autres".....

Puisque la Direction leur REFUSE LE DROIT SYNDICAL.

Depuis janvier 1970, date de création des sections syndicales, CINQ LICENCIEMENTS qui frappent à tour de rôle les militants de la CGT et de la CFDT.

Outre les licenciements, toutes les pressions et mesquineries sont utilisées, quotidiennement pour écraser l'intersyndicale.

Depuis Septembre, une institutrice diplômée s'est vue MUTÉE TROIS FOIS. Un groupe d'enfants a vu défiler CINQ EDUCATEURS PLUS CINQ INSTITUTEURS.

Inversement, la Direction n'hésite pas à COUVRIR DES ACTES INQUALIFIABLES.

Un Chef de service tire à la carabine en direction des enfants. Il en blesse un légèrement. Il est toujours chef de service. Il est délégué du syndicat maison.

Les sections syndicales SNES, SNEP, SGEN, CGT du Lycée du FAYET - Hte-Savoie .

L' ORGANISATION ESPAGNOLE

LA GREVE DE HARRY WALKER A BARCELONE

- Les origines

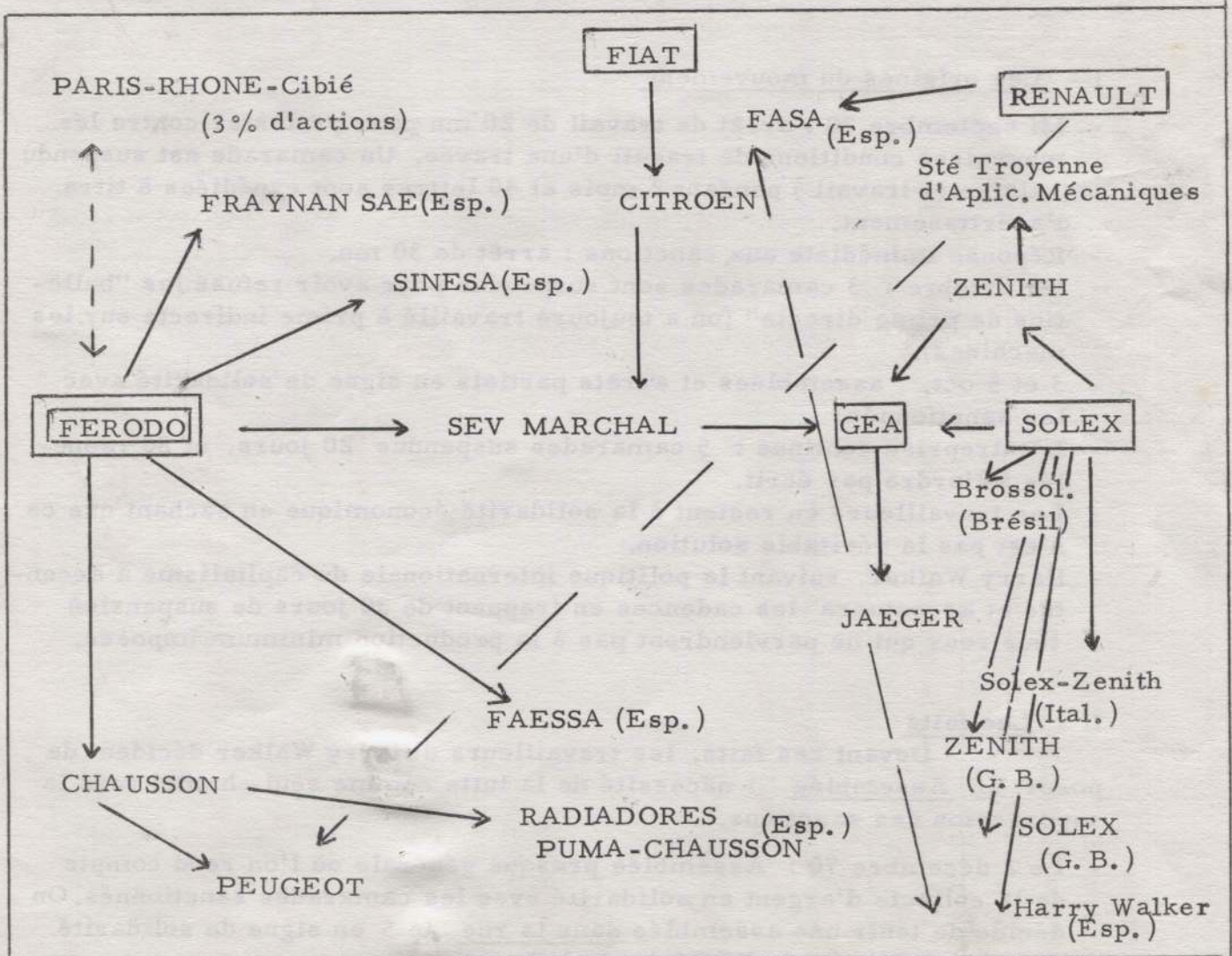
- Les faits

- La solidarité

Qu'est-ce qu'Harry Walker ?

C'est la filiale et la seule usine de Solex en Espagne : les carburateurs faits par Harry Walker sont conçus sur le même modèle. Ses principaux clients sont : SEAT (Fiat espagnole), Fasa (Renault esp.) et Barreiros (filiale de Chrysler).

(Les premiers renseignements sur la grève effectuée dès décembre 70 n'ont été obtenus que vers le 7 janvier à Lyon).



Qu'est Solex en France ?

Solex est installée à Nanterre et emploie là 700 ouvriers . D'autres usines à Evreux et Argenton. Solex est majoritaire à Solex Spa (Ital.), Solex Ltd et Zenith Ltd (Grande Bretagne) et Brossol Ltd (Brésil). Solex contrôle aussi la Sté Carburateurs Zenith (siège à Levallois-Perret, usines à Troyes et à Luc St-Claude, anciennement usines à Lyon, laquelle détient 99,50% du capital de 2 sociétés : la Sté Troyenne d'Applications Mécaniques et le Groupement de l'Equipement Automobile (G.E.A.) .

FAESSA INTERNATIONALE S.A. est une "boîte" qui s'occupe de la fabrication d'accessoire d'automobile. C'est située dans la "zona franca" de Barcelone et c'est la filiale de FERODO en Espagne. Le groupe Ferodo est bien lié à tous les secteurs d'accessoire d'automobile.

I - Les origines du mouvement

- Mi septembre 70 : arrêt de travail de 20 mn pour protester contre les mauvaises conditions de travail d'une travée. Un camarade est suspendu (salaire et travail) pendant 2 mois et 40 lettres sont expédiées à titre d'avertissement.
- Réponse immédiate aux sanctions : arrêt de 30 mn.
- 1er octobre : 3 camarades sont suspendus pour avoir refusé les "bulletins de prime directe" (on a toujours travaillé à prime indirecte sur les machines).
- 3 et 5 oct. : assemblées et arrêts partiels en signe de solidarité avec les sanctionnés.
- L'entreprise continue : 5 camarades suspendus 20 jours, et 80 rappelés à l'ordre par écrit.
- Les travailleurs en restent à la solidarité économique en sachant que ce n'est pas la véritable solution.
- Harry Walker, suivant la politique internationale du capitalisme a accentué et accentuera les cadences en frappant de 30 jours de suspension tous ceux qui ne parviendront pas à la production minimum imposée.

II - Les faits

Devant ces faits, les travailleurs d'Harry Walker décident de poser en Assemblée la nécessité de la lutte comme seul chemin vers la suppression des sanctions.

- Le 2 décembre 70 : Assemblée presque générale où l'on rend compte de la collecte d'argent en solidarité avec les camarades sanctionnés. On décide de tenir une assemblée dans la rue le 5 en signe de solidarité avec les militants de l'ETA jugés à Burgos.

- Le 3 : Ass. presque générale. On discute sur le problème de la répression capitaliste et comment elle se manifeste dans notre boîte. On décide de refuser les heures supplémentaires pendant une semaine.
- A l'Assemblée du 10, on constate la nécessité de poursuivre le refus des HS et on pose aussi le besoin de chercher de nouvelles formes de pression contre l'entreprise, mais sans arriver à un accord.

12 décembre : AG de tous les travailleurs, y compris chefs d'équipes, employés de bureau, techniciens, etc.. En plus du refus des H S, on décide de procéder à des arrêts de travail et AG, jusqu'à ce que les 2 revendications suivantes soient satisfaites

- suppression des sanctions
- augmentation de salaire de 3000 P tas pour tous (env. 210 F).

14 décembre : Assemblée, arrêt de 35 mn au cours de laquelle les 2 revendications citées précédemment sont acceptées à l'unanimité; et on désigne une commission pour aller les présenter à l'entreprise, accompagnée de tout le personnel. La direction les refuse et exige que l'on passe par les "voies légales" (jurés, syndicats verticaux, etc...).

15 décembre : Assemblée d'une heure : "Nous, les travailleurs, commençons à exprimer et mettre en pratique nos formes de discussion et organisations actuelles. Nous tombons d'accord pour abolir le contrat temporaire : l'assemblée devient un organe authentique du pouvoir ouvrier. La direction ne donne pas de réponse".

16 décembre : A cause du froid, l'assemblée se réunit dans la travée de soudure. L'assemblée contrôle l'usine et l'unité absolue. On approuve le système de vote à main levée et on prépare pour le 17 la suppression de système de contrôle de production.

Notons que les équipes du soir ont soutenu les arrêts de travail, montrant ainsi leur unité et leur désir de lutter.

17 décembre : La police contrôle l'entrée et l'intérieur de l'usine depuis 5 h du matin. La direction, protégée par la police, nous attend. A l'entrée même, 9 camarades sont licenciés. Les ouvriers, sans s'arrêter à l'intimidation dont ils sont l'objet, ne reprennent pas le travail, et se rassemblent dans l'atelier de soudure, où s'ouvre une assemblée : l'équipe de nuit s'y joint. L'assemblée désigne une commission pour exiger la réintégration des licenciés. La direction reçoit 3 camarades mais exige que tout passe par les voies légales. L'assemblée reçoit la proposition sous les huées. Un délégué du Travail s'étant présenté à la

bofte et se proposant de dialoguer avec le juré, l'Assemblée lui fait savoir que la seule représentation est celle qu'elle délègue elle-même.

L'équipe du soir fait grève et reste devant la porte jusqu'à la sortie de tous les travailleurs. L'arrêt du travail a duré 8 h avec occupation d'usine.

18 décembre : 4 nouveaux camarades licenciés. L'arrêt du travail est général, avec occupation d'usine. La police casquée et à cheval, cerne l'usine et y pénètre, nous obligeant à l'abandonner.

" Nous, travailleurs de Harry Walker, sommes unis plus que jamais, décidés à aller jusqu'au bout. Notre lutte est l'unique chemin que la classe ouvrière a pour obtenir sa libération totale. Nous avons appris et enseigné aussi à lutter, nous voulons que tous les travailleurs prennent part maintenant à la lutte, pour qu'elle devienne celle de tous.

Qu'on ne nous ait pas à la faim : SOLIDARITE !

OU TOUS OU PERSONNE !

VIVE L'UNITE et la LUTTE !

Assemblée des Travailleurs de Harry Walker,
Barcelone, 15 décembre 1970. "

" La répression, c'est l'unique visage de la direction capitaliste de Harry Walker. Mais notre visage à nous, c'est l' UNITE . Tous en grève et assemblée permanente dans l'usine.

Il a fallu 5 jeeps, 2 cars, 2 patrouilles à pied et 8 à cheval pour étouffer une expression d'unité de 500 travailleurs. Ces derniers appliquent leur arme en voyant piétinés leur dignité et leurs intérêts : LA GREVE " .

Les 19-20-21 décembre :

Les travailleurs maintiennent leur décision de poursuivre la lutte, ils tiennent des rassemblements à la porte de l'usine. Ces concentrations sont massives jusqu'à ce que la police les disperse. Ils profitent aussi du jugement que doit prononcer la "MAGISTRATURE DU TRAVAIL" envers quelques camarades sanctionnés pour se réunir en masse, mais le jugement est remis.

Nota : L'entreprise perd 2 000 000 P tas par jour (140 000 F). Malgré cela, elle est assez costaud pour poursuivre. Les travailleurs de Harry Walker lancent un appel à tous les travailleurs "pour pouvoir soutenir cette lutte qui est arrivée à son moment difficile, que tous les travailleurs s'unissent à notre lutte. Des arrêts de travail, tenez des assemblées ,

manifestez votre solidarité aussi bien économiquement qu'au moyen d'actions " .

" En réfléchissant sur l'étape actuelle de notre lutte , nous voyons quelles sont nos principales difficultés ;

- . d'une part les manoeuvres de l'entreprise
 - lettres de coercition pour nous désunir,
 - annonce d'embauche de nouveaux personnels,
 - utilisation de possibles moutons et jaunes,
 - ignorer nos revendications ,
- . d'autre part
 - problèmes d'ordre économique : manque de ressources pour tenir,
 - incompréhension et pressions familiales, difficultés pour rester en contact et nous réunir....

Notre réponse à cette situation est claire :

- s'organiser,
- nous avons nommé une commission qui nous représente tous,
- nous sommes d'accord pour poursuivre la lutte tant que l'Assemblée n'en décidera pas autrement,
- nous ne prendrons pas de décisions individuelles,
- nous dénoncerons les lâches et les traîtres qui désireraient leur solution personnelle,
- nous avons décidé de dénoncer l'entreprise, seule responsable de cette situation, pour les délits d'EXPLOITATION et d'ASSERVISSEMENT.

Notre lutte ne durera que si la solidarité est une réalité.

Si tous ceux qui croient que ça vaut la peine que nous, travailleurs de Harry Walker, luttons, qu'ils nous soutiennent et que le mouvement ouvrier de Barcelone et d'Espagne, qui lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, s'unisse à notre lutte en y voyant :

- un pas en avant sur la voie de l'émancipation des travailleurs,
- une lutte importante contre nos exploités communs, les CAPITALISTES.

Nos revendications sont toujours :

- Réintégration de tous les licenciés,
- Augmentations de salaire de 3000 Ptas pour tous,
- Annulation de toutes les sanctions,
- Suppression des contrats temporaires.

OU TOUS OU PERSONNE !
VIVE L'UNITE ET LA LUTTE !

Travailleurs de Harry Walker, Barcelone le 29 décembre 1970 "

Le 30.12.70 :

de midi à 3 h , les travailleurs décident massivement de poursuivre la lutte et se rassemblent devant l'entreprise pour voir la tête des jaunes et des traitres (30 à 40). "Dans nos rangs aussi, comme dans toutes les luttes, ont surgi des lâches et des traitres, hypocrites qui ne cherchent que leur solution personnelle. A ces misérables vont notre dénonciation et notre répulsion. Le Mouvement Ouvrier les reconnaîtra pour ce qu'ils sont : des TRAITRES A LEUR CLASSE " (3° bulletin d'information) .

3 Janvier 71 : des travailleurs de l'entreprise textile de Victoria à Ripollet, en grève depuis 13 jours avec occupation d'usine, ont rencontré un groupe d'ouvriers d'Harry Walker qui leur ont remis 5 000 Pts au nom de l'Assemblée. Entre travailleurs en lutte: SOLIDARITE.

4 Janvier : Nous sommes venus aux portes de l'entreprise et y sommes restés plus d'une heure. L'atmosphère était tendue, mais cette fois la brigade Politico-Sociale est venue renforcée par les "gris" (soldats, ou inspecteurs ?). Ceux-ci, insultant nos femmes, ont arrêté Bonifacio au dernier moment. C'est notre premier détenu et ce ne sera pas l'ultime. Nous nous attendons à la répression.

PRESSE : Nous ne pouvons pas diffuser nos nouvelles. Mais les patrons peuvent mentir, falsifier les informations et déformer la vérité : ils ont leurs journaux.

5 Janvier : Bonifacio a été libéré après q. q. heures .
A la "Délégation du Travail", 200 travailleurs se réunissent et y font une démonstration de force et de soutien à la Commission qui monte exposer ses revendications au délégué du Travail.

Réponse de ce dernier : "On ne peut proclamer qu'il y ait conflit collectif " .

(Comme si c'était un conflit individuel !) . L'entreprise avait déjà discuté avec lui et l'affaire était réglée. Une fois de plus, les travailleurs ont pu constater au service de qui sont ces organisations .

- 6 Janvier : 1500 personnes viennent à un festival organisé en solidarité avec Harry Walker. La grève devient populaire.
- 7 Janvier : Les demandes du mois ne sont pas satisfaites et les jaunes se rebellent. Le silence de l'usine et la trahison les condamnent. Ils demandent protection à l'usine. Cette dernière lance une campagne de presse pour nous tromper et nous désorienter. Quelques camarades tombent dans le panneau. Le Syndicat Vertical (organisation créée pour contrôler et mettre en fiche les travailleurs) prétend intervenir après 25 jours de silence, appuyant l'entreprise. Mais nous avons entrepris notre lutte en marge de cet organisme d'Etat.
- 9 Janvier : La grève continue, malgré d'autres propositions rejetées par l'immense majorité des travailleurs.
- 11 Janvier : Les murs de l'usine et alentour sont peints d'inscriptions relatives à la grève de Harry Walker. De même les quartiers ouvriers sont inondés d'un appel écrit à tous les travailleurs. Ce qui affermit les esprits et reflète un aspect de la solidarité entre tous ces gens.
- 12 Janvier : Rassemblement à la Magistrature (Palais de Justice) à l'occasion du jugement frappant les 4 camarades, ce qui a déclenché le présent mouvement.
- 13 Janvier : L'entreprise fait savoir par le syndicat que la liste des licenciés est rallongée de 13 noms.
- 14 Janvier : La répression policière s'accroît. 3 travailleurs sont arrêtés à l'aube : Fermin Munoz, Juan José Martinez et Victor Serrano. Par l'intermédiaire de Fransisco Mateo et d'Alcoba ("délégué des travailleurs" nommé par la direction et adjoint au chef du personnel), l'entreprise a donné les noms à la police. Ainsi agit le "syndicat" des capitalistes.
- 15 Janvier : En dépit des propositions réitérées de reprise du travail, les travailleurs réaffirment la poursuite de la grève. C'est un jour important : nous sommes informés que de Solex-France, par l'intermédiaire de la CFDT nous vient 1 000 F et un communiqué de solidarité des travailleurs de la filiale. Dans plusieurs journaux français et à la télé on publie des informations sur notre grève.
- 20 Janvier : 300 travailleurs se réunissent devant la Magistrature. Les représentants de la boîte sont reçus dans un silence lourd d'accusations. Nos avocats tournent en ridicule les arguments de l'entreprise - elle ne réussit pas à présenter un seul témoin -

et défendent le droit de grève que nous avons imposé.

A 8 h du soir, dans le quartier ouvrier de Verdun, 300 personnes ont manifesté, se solidarisant avec notre grève et criant "Vive les travailleurs de Harry Walker". De nombreux tracts ont été diffusés et des pancartes brandies.

Les 19-20-21 : La Maquinista se lance à nouveau dans la lutte: arrêts d'une 1/2 h et de 2 h. Ils veulent 400 P tas par jour pour les manoeuvres, 40 h hebdomadaires, 40 j de vacances.

A Textil Victoria : se poursuit l'occupation de l'usine. Ailleurs: grèves à Eaton Iberica, Papelera, Montana Quijano, Hünosa, etc...

28 Janvier : Surprise, la Magistrature du Travail décide que Harry Walker doit payer les travailleurs "suspendus". Mais seulement à partir du jour où ils se sont pourvus devant le tribunal et non pas depuis le début de la grève.

Cela n'empêche pas le mouvement de se poursuivre: le 27 l'assemblée a réaffirmé la nécessité d'une organisation permanente de lutte dans les boîtes.

Le mouvement s'étend dans d'autres entreprises de Barcelone: Maquinista y Terrestre (fabrique de wagons, moteurs de bateaux, trains, où travaillent 3000 ouvriers), Pegaso Enasa (fabrique de camions, 5000 ouvriers), Cispalsa (moteurs de camions), Textil Victoria.

Un comité de coordination a été mis en place à l'échelle de Barcelone. Il a un rôle strictement limité à la coordination des actions et à leur exécution technique.

Fasa-Renault, à cause de la grève, est en lock out technique.

A l'échelle internationale, les livraisons de carburateurs d'Italie et France n'ont pas eu lieu.

III - La solidarité internationale

Début janvier, des camarades tenant librairie à Lyon étaient contactés par des camarades espagnols qui leur fournirent peu de jours après des informations. C'est toutes les informations que nous avons repris. D'autres espagnols ont contacté directement la FG-CFDT-métallurgie qui a réussi à passer dans le "Monde" du 7 janvier un article, et dès le 8 les camarades de la librairie ont continué à donner des informations.

Au 2 janvier 71 : 26 entreprises, une école technique, 7 collectes dans les quartiers, des dons anonymes, un groupe d'intellectuels et 2

fêtes ouvrières ainsi que des envois de la commission autonome de Genève ont permis de ramasser 230 070 pesetas, soit environ 16 105 F.

Le 6 janvier: 1500 personnes sont présentes à un festival dont le bénéfice alla à ceux de Harry Walker.

Au 13 janvier: 23 entreprises, 4 collectes dans les quartiers, des anonymes, FG métallos CFDT (12 500 ptas), les commissions de solidarité de Barcelone et Tarasa, un groupe d'architectes, une communauté de prêtres et les recettes de 2 festivals de solidarité : total 1 360 669 Ptas (env. 25 250 F).

25-1-71 : La grève s'étend dans d'autres entreprises de Barcelone : Maquinista Terrestre y Marítima (fabrique de wagons, moteurs de bateaux, etc...), 3000 travailleurs. Pegaso Enasa (camions, 5000 ouvriers), Cispalsa (moteurs camions), Textil Victoria... En outre Fasa Renault est en lock out technique. Les ouvriers de Solex France et Italie ont refusé de fabriquer les carburateurs habituellement faits par leurs camarades d'Harry Walker Barcelone, alors en grève : les livraisons n'ont pas eu lieu, c'est une grande victoire de lutte internationale. Solex Turin a été un exemple : informés de la grève d'Harry Walker Barcelone, les travailleurs ont organisé une AG où ils ont donné des informations sur la lutte engagée en Catalogne et ont déclaré :

- 1°) Boycott général pour tous produits qui pourraient être envoyés en Espagne.
- 2°) Manifester leur solidarité économique en versant 300 000 liras (env. 50 000 p). L'argent a été remis au syndicat italien CGIL (communiste et socialiste de gauche) et est passé par les filières du PC espagnol. Les camarades de Barcelone, en mars, n'avaient encore rien reçu...
- 3°) Solliciter les syndicats italiens de leur branche automobile la solidarité économique et l'information concernant cette grève.
- 4°) Encourager la poursuite de la lutte.

Nord de l'Espagne : la solidarité a joué aussi en Pays Basque.

" Tous ces faits démontrent que l'INTERNATIONALISME PROLETARIEN est une réalité qui, disent les travailleurs de Harris Walker, nous mène à la coordination des forces pour la libération mondiale des travailleurs".

Le 24 janvier : un festival de solidarité a eu lieu et a rapporté 25 230 Ptas env. 1 800 F).

Au 26 janvier : "Notre lutte est de plus en plus populaire. La solidarité économique a atteint la somme de 800 000 Ptas " !

Enfin un groupe de travailleurs des Batignolles de NANTES (France) et sa Section syndicale C. F. D. T. ont rencontré une délégation de grévistes de Harry Walker de BARCELONE (Espagne). Voici le contenu du tract publié en commun :

On a constaté que le système d'exploitation capitaliste qui opprime les travailleurs des deux entreprises est le même :

- bas salaires
- répression patronale
- complicité du pouvoir dans la répression.

Cette répression s'exprime contre les travailleurs plus combattifs qui luttent contre l'exploitation par :

- 3 ouvriers mis à pied à Batignolles
- 14 licenciés et 3 arrestations à Harry-Walker.

Mais la réponse à cette répression patronale et du pouvoir c'est la lutte de toute la classe ouvrière qui se met en grève totale :

- 2 mois à Harry-Walker
- 1 mois à Batignolles

et la solidarité de toute la population se développe aussi bien à Nantes qu'à Barcelone :

- Manifestation d'ouvrières, femmes et enfants à Nantes
- Identification dans le même combat contre les exploités des paysans et ouvriers par l'apport d'approvisionnement aux grévistes des Batignolles.
- Organisation de la Solidarité active et d'explication et de sensibilisation de la lutte des Batignolles par un Comité de Soutien aux Travailleurs en lutte des Batignolles.
- Manifestations d'ouvriers et étudiants dans les quartiers ouvriers de Barcelone.
- Organisation de solidarité active et d'explication de la grève de Harry-Walker par le Comité de Lutte de Barcelone.

Un début de solidarité internationale s'est produit, étant donné que les deux entreprises ont des filiales par tout le monde :

- Solex Française et Solex-Zénith Italienne ont boycotté l'envoi de carburateurs Solex à Harry-Walker, seul moyen de faire triompher la lutte de Barcelone.
- Les 28 usines du Groupe Creusot-Loire (40 000 travailleurs) font des débrayages en solidarité avec leurs frères de Nantes.

Face à un même système d'exploitation capitaliste dans le monde, la classe ouvrière répond par une même lutte !

Face à l'internationalisme du patronat, les travailleurs

opposent l'internationale de la classe ouvrière !

A BAS LE CAPITALISME MONDIAL !

VIVE LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE !

BATIGNOLLES VAINCRA

HARRY-WALKER VAINCRA !

LA CLASSE OUVRIERE VAINCRA !

Note des rédacteurs :

Les mouvements dans les usines de Barcelone sont loin d'être terminés au point où nous en laissons, dans ce numéro, l'information. Nous la poursuivrons dans le prochain. Un comité permanent de liaison recueille les fonds de solidarité aux ouvriers de Barcelone et publie en Français les textes reçus d'Espagne.

Librairie Fedeurop, Rue des 3 Maries, LYON (5°)

L' HOPITAL USINE

NOTES D'UNE FEMME DE SERVICE

Je travaille dans un service de réanimation.

C'est donc au début que sont arrivés dans le service, ces deux gamins , à une semaine de différence. Le premier s'en tire vachement bien : il faut dire que sa chambre est réservée aux malades dont on est aux petits soins (important matériel installé dedans, proximité de la salle de soins etc...)

Comme par hasard les malades de cette chambre sont toujours des cas "intéressants" et ça a souvent un rapport avec le fric. Par exemple pour revenir aux 2 gosses, les parents du premier, ont une bonne situation : chaque fois qu'ils arrivent dans le service on se jette sur eux pour les couvrir de sourires, leur donner des nouvelles de leur fils : la cheftaine en personne se déplace pour aller voir les améliorations du petit malade : les externes fourmillent dans sa chambre.

Il faut dire aussi que les parents n'y sont pas allés par quatre chemins non plus : on a les moyens ou pas... Ils ont dit "faites tout ce que vous pouvez, on paiera". Ça a du payer !

Bien sûr les parents de l'autre gosse ont dit "faites ce que vous pouvez". Ils ont pas dit : "on payera". Aussi : alors, y a juste quelques petites différences, mais on sent qu'il n'y a pas le même empressement. Les parents ne sont que des ouvriers, alors ! Alors le gosse, il a pas la même chambre : et puis il peut bien rester un peu dans sa merde, les infirmières n'ont pas le temps de le changer. Et puis, après tout, il est plus gravement atteint ; il a tellement peu de chances de s'en sortir.

L'autre jour sa mère a demandé la montre de son fils, c'est tout juste si la cheftaine ne l'a pas rembarrée. Ah ! si comme l'autre mère elle avait glissé une enveloppe avec 500 F pour remercier le service, ce n'aurait pas été la même chose.

Et ce fric, aussi, nous les femmes de service, on en a pas vu la couleur... parce que nettoyer une chambre c'est tellement peu important !

Ce soir on discutait entre femmes de service. Solange, ça fait 7 ans qu'elle bosse dans les hospices. Eh bien ! elle jurait que jamais elle n'enverrait quelqu'un à l'hôpital ; "plutôt crever chez soi sans devenir ici des bêtes de laboratoires ! !

Par exemple un malade arrive. S'il n'a presque rien on ne le garde pas, ou juste quelques jours, pour rien du tout, histoire de faire un peu de fric par les examens. Mais en règle générale, on les expédie vite ailleurs, ceux là, car il faut laisser la place aux "cas intéressants". Ah ! ces "cas intéressants" les externes en chuchotent dans les couloirs dans les bottes de leurs

professeurs.

Tiens ! un de ces derniers cas, un jeune, Pedro, 17 ans 1/2 arrivé mercredi. Ce gars là est tombé d'un échaffaudage, est Italien, n'a pas de famille. A son admission à l'hôpital, je vois d'ici les enzymes gloutons se préparer à la curée : on va pouvoir en faire ce que l'on veut. Alors ! on le monte en salle d'opération en examen; ça vaut toujours le coup d'ouvrir, même quand on sait que ça n'est pas la peine. Là, pour lui, cela ne valait pas la peine, il était mort. Enfin ! toujours pas de famille à l'horizon ? on va le mettre sous la machine (1 million par jour pour la réanimation)

Vendredi après-midi : la famille est arrivée. Monsieur l'interne vient nous annoncer le décès pour 17 heures. Alors que ça sentait le pourri depuis 2 jours.

Mais ces morts vivants, c'est vraiment choses courantes ici. Je me rappelle ce malade que les internes et les externes ont trafiqué à loisir pendant que la famille attendait derrière la porte qu'on leur donne la permission de voir une dernière fois le corps troué et lacéré qui appartient à l'hôpital.

Pour récupérer un corps qui a eu le malheur d'attérir ici, c'est dur, c'est presque impossible. Et de plus, c'est de la faute de la famille qui signe innocemment la feuille d'entrée du malade. Bien sûr, on ne sait jamais lire entre les lignes. Lire : "J'autorise l'hôpital à garder un tel le temps qu'il faudra" ça veut dire, hélas qu'on le leur abandonne". Il y est, il y reste, et ce n'est pas l'autopsie qui l'attend qui console la famille.

Aujourd'hui je reprends le travail après 2 jours de congé. Il y a 3 ou 4 jours, un après-midi, un Tunisien est rentré avec un léger traumatisme crânien. Il est resté jusqu'à hier au soir en observation. En principe, le départ des malades a lieu le matin ou au début d'après-midi: jamais le soir, sauf lorsqu'on les renvoie à la famille pour qu'ils meurent chez eux, ou qu'on le renvoie dans un autre hôpital, pour faire profiter de sa mort l'autre hôpital. C'est-à-dire qu'ils déclareront sa mort après s'être fait rentrer un peu de fric.

Pour en revenir au Tunisien, il était 6 h du soir : l'heure où les malades finissent de manger, et se préparent pour la nuit. Le tunisien n'avait pas encore mangé, lorsque passe l'assistant qui s'écrie "Tiens mais il n'est pas encore parti celui-là ?" Et le voilà qui téléphone à l'ambulancier pour le faire partir. Mais le tunisien n'est pas d'accord "Je suis malade et j'ai faim je n'ai rien mangé de la journée et je veux être traité en malade". Sur quoi répond l'assistant que lui-même est mieux placé pour le savoir, et que ces chambres-là coûtent très cher (400 F). Qu'il soit guéri, c'est possible ! mais le faire dégager en vitesse sans même le faire manger, il fallait vraiment n'être qu'un pauvre accidenté du travail de rien du tout. Mais le tunisien proteste qu'il n'a pas ses vêtements ni son portefeuille,

ni ses godasses. Qu'à cela ne tienne, : les infirmières ont vraiment tout ce qu'il faut quand il s'agit de faire plaisir à l'assistant. Un pantalon, une veste, mais justement il y en a qui traînent dans le sac d'un mort qui les a oublié dans le service. Et en cinq minutes, le tunisien se retrouve nippé et partira dans l'ambulance en chaussettes et sans portefeuille. Quand il rentrera au foyer où il habite, il saura bien se démerder pour s'acheter à manger. Et si l'assistant dit qu'il n'est plus malade, et qu'on ne peut pas attendre le lendemain matin pour qu'il parte, eh bien ! c'est raisonnable. Il paraît qu'une fois arrivé chez lui, il est reparti en ambulance dans un autre hôpital

Une fois, y avait un mec qui s'était balancé une balle dans les yeux, et qui n'a pas tardé à crever, une fois arrivé dans le service. On l'a gardé aussi quelques jours de plus sous la machine et tout le monde savait qu'il était mort, quand arrive dans l'office un externe qui faisait sa tournée, venant sans doute juste d'arriver. "Eh ! nous dit-il, j'ai un thermomètre qui ne marche pas, il marque 34°", passé sous le robinet, celui-ci monte à 40°" Il venait bien du malade en question.

Samedi : En ce moment, les infirmières ont beaucoup de travail, elles ne sont pas toujours là pour surveiller les malades; ça arrive comme aujourd'hui que la famille sorte de la chambre et interpelle un externe en lui disant que le malade paraît bien pâle, que l'externe réponde "qu'au contraire elle ne va pas trop mal", et s'aperçoivent en rentrant qu'elle est bien morte. Depuis quand ? ça !!!

Autre phrase entendue dans la bouche d'une infirmière: "Il ne faut jamais débrancher la machine de réanimation avant que le thermomètre ne soit descendu le plus bas possible".

J'aime bien quand j'entends répondre au téléphone à la famille qui demande des nouvelles d'un mort : "Oh ! le tableau est sombre, mais cela ne va pas trop mal". demi-journée de gagnée !

Cette après-midi, il y a un petit garçon qui va bien dormir:

Ce matin, une infirmière envoie une stagiaire donner les médicaments aux malades. Le gamin de 5 ans devait recevoir 2 cuillerées de sirop Théralène. Résultat il a eu 2 cuillerées de goutte de théralène, ce qui équivaut à 80 gouttes (la dose pour endormir un adulte est de 20 gouttes). Bon ! une erreur, ça arrive à n'importe qui, mais la conclusion c'est que ce n'est pas n'importe qui qui trinquera. Par exemple pour la stagiaire, elle ne doit pas donner les médicaments sans qu'une infirmière soit avec elle. Elle, elle obéit : résultat elle se fera engueuler, et peut-être même vider, mais maintenant aucune infirmière ne dira qu'elles l'ont envoyée donner les médicaments. On verra, mais je pense à un autre fait :

Une femme de service est appelée par une infirmière pour l'aider à faire la toilette ou des soins à un grand malade. Celui-ci avait un microbe contagieux et la fille attrape une infection de l'oreille. Bon elle passe une visite médicale, là, on lui dit : "Madame, quand on vous a embauché, c'était pour faire du ménage, vous êtes "bonnet bleu" vous n'aviez pas à rentrer dans la chambre d'un gros malade, on ne veut rien savoir ". Et plusieurs mois de maladie sans dommage et intérêts !

Heureusement qu'on rigole !

Aujourd'hui l'ascenseur de service se bloque en dessous de notre étage. J'entends une voix masculine qui m'appelle en me demandant de téléphoner à la réparation. Et comme j'allais m'exécuter, la voix me donne un N° de téléphone à Nice. Je suis revenue vers la porte de l'ascenseur et le garçon m'explique "qu'il a travaillé justement à Nice dans les ascenseurs, et que ce n'est d'ailleurs même pas la peine que j'appelle puisqu'il sait comment sortir de là " Effectivement il passe sur le toit de la cabine et rentre dans l'office. Il va se laver les mains et m'explique qu'il se rend chez un professeur, dont il connaît bien le fils avec qui il était en classe. Et il me demande si je n'ai pas un sarrau et un pantalon blanc à lui filer car son pyjama n'est pas présentable. Je lui ai passé ce qu'il voulait et les externes sont alors venus l'interroger sur son curriculum vitae. Après quoi ils ont téléphoné au service d'où il venait où on leur a appris que tous les soirs, ce malade allait se balader dans l'hôpital.

Aussi une autre fois, il y avait un malade qui ne savait plus très bien où il était. Ce mec était directeur d'une entreprise publique. Il avait eu un accident mais lui, il disait qu'il marchait sur la route lorsqu'on l'avait emmené ici. "Où êtes-vous" lui ai-je demandé ? Il me répond : A Barcelone, ou peut-être dans le Gers ". Là il se met à me réciter une tirade sur les immigrés espagnols. Je lui demande depuis combien de temps ils sont en France "Depuis la victoire des forces de l'ordre et bien pensantes" me répond-il . Je lui ai alors monté un bateau en lui faisant croire qu'il était justement aux mains des anarchistes espagnols et français. Il me croit et me dit "C'est un juste retour des choses" , je vous demanderai simplement de déserrer un peu mes liens ou de m'apporter un couteau.

Ce matin une ancienne malade est venue nous dire bonjour, et apporter un gros paquet de bonbons qu'elle a remis à la cheftaine. Les infirmières sont bien contentes !!!

Dans le genre, une camarade m'a raconté une histoire qui lui était arrivée dans un autre service. Elle avait eu un malade oranais qui, lorsqu'il allait partir, était venu remercier toutes les dames de service qui s'étaient occupées de lui. Il avait pris l'adresse du service et promis qu'une

fois rentré chez lui, il leur enverrait un gros colis, de là-bas. En effet, 3 semaines plus tard, elles virent toutes, un gros paquet timbré d'Oran déposé dans le bureau de la surveillance. Celle-ci appela les femmes de service et leur dit "Ce malade untel a envoyé un petit colis aux infirmières et je crois qu'il reste quelques souvenirs dans le paquet, alors choisissez". Oui ! il restait trois trucs que les infirmières avaient laissés. Les filles ont répondu qu'elles laissaient ce reste aux infirmières.

Mardi : Les infirmières se révoltent : elles en ont vraiment marre d'être traitées "comme des chiens". Et par qui donc ? par l' "assistant et tous ces cons de toubibs", qui ne se prennent pas pour de la merde (Ce sont leurs expressions) Oui ! c'est bien triste de n'être pas grand chose !!! les infirmières se rendent-elles compte qu'elles ont avec nous des rapports d'autorité et de mépris identiques à ceux des toubibs, et que si elles sont des chiens, nous on n'est que des "serpillières" .

Leur révolte verbale qui n'a duré qu'un jour, vient de l'arrivée de 2 malades de dimanche, et de leurs séjours un peu trop prolongés dans le service. L'un des 2 a eu dimanche matin un arrêt cardiaque et un électro-plat. Vite l'interne de garde est venu le réanimer et installer la machine à réanimation.

Depuis, il n'embête plus personne ! Ce matin, mardi, les infirmières l'ont encore bien rasé !

Quant à l'autre il vient d'un hôpital. On l'a apporté en courant et en poussant son lit. Il était tout violet. L'interne l'a intubé, mais il n'a pas dû en avoir pour longtemps car le lundi matin le bruit courrait qu'il était mort de la veille.

Ce sont ces deux là qui ont déclanché, bien involontairement, les justes récriminations des infirmières et de la surveillante, jusqu'à elle, en effet, qui s'écrie dans le couloir "Non, non et non, je ne donnerai pas des nouvelles de Mr Untel, que Mr l'assistant réponde à la famille".

Et comme elle demande ensuite à l'assistant jusqu'à quand il allait garder ce malade, et qu'il reste évasif, elle lui dit : "vous attendez sans doute que les primevères lui poussent sur le ventre".

Enfin, on a fini par trouver qu'ils étaient dans un coma dépassé, et qu'ils étaient morts. C'est même une femme de service qui a appelé la morgue en ces termes: "Pour le service untel, vous viendrez prendre un corps". Elle s'était trompée, c'était dans le bureau du directeur qui n'a pas apprécié la plaisanterie involontaire.

Aujourd'hui on a eu la visite d'un curé accidenté qui nous a quitté rapidement pour rejoindre Saint-Pierre. Celà, pour dire qu'en tant que curé, il

a le privilège de ne pas avoir d'autopsie. Et pourtant je peux le certifier, il n'a rien de plus qu'un autre mec : 2 couilles.

A part lui, la femme d'un ministre étranger qui n'a fait qu'une 1/2 journée dans le service. Celle-là nous a fait tout de même apprécier une fois de plus l'obséquiosité des infirmières à l'égard des hautes personnalités. Dialogues rapportés :

L'infirmière : "Vous servirez à Mme Untel ainsi que sa femme de chambre le meilleur de ce que vous avez. Tenez, Mme truc ne mangera sûrement pas sa viande, alors donnez-la à la femme du ministre".

Réponse d'une copine : - On la servira aussi bien qu'un prolo, y a pas de raison de faire une différence".

L'infirmière : il y a des gens capables de comprendre et d'apprécier et d'autres non".

A bien se mettre celà dans le crâne, au cas où l'on croirait qu'un prolo aime autant bouffer que celui qui a du fric !!!

De la même façon un toubib afghan s'est fait opérer d'un oeil et il a eu droit en plus des sourires des infirmières, à une chambre seule. (On a changé de place le malade qui était avec lui : il a les fesses sensibles !) et à la visite permanente d'un confrère dans sa chambre en dehors des visites autorisées. Je suis pas contre, mais pour tout le monde.

Ce qui me fait marrer aussi : ce sont les infirmières parlant des heures supplémentaires. Pour la plupart d'entre elles, ce n'est vraiment qu'une question de conscience professionnelle.

"Une bonne et vraie infirmière se doit de donner tous les jours des heures en plus gratuitement à leurs malades et de fait à l'hôpital".

Ledit hôpital qui ne les remercie pas, parce que lorsqu'elles arrivent seulement 3 minutes en retard on leur enlève 1/2 heure de salaire. Je me demande si elles comprendront un jour que les patrons se foutent de leurs gueules.

Là où ceux-ci y réussissent royalement, c'est lorsqu'il y a un jour de grève "révendicatives" "cégétéyennes". Les infirmières qui sont d'accord pour faire la grève viennent tout de même travailler à l'hôpital en disant "Il faut bien assurer les soins", ou "Les pauvres malades ils n'y sont pour rien", et pour parachever tout, elles ne pointent pas car elles veulent montrer bien sur, qu'elles font grève. De ce fait, elles travaillent à l'oeil.

Des grèves comme celles-là les patrons en voudraient souvent !!

Quand les infirmières font la relève, les unes entre les autres, elles n'aiment pas le faire en présence d'une femme de service parce que ce sont leurs mots : "il faut maintenir celles-ci dans l'ignorance".

CARDIOLOGIE , UNITE 91

Pour ne pas vouloir vivre à genou , une femme de service
est renvoyée

A l'hôpital cardiologique, à l'unité 91, une femme de service vient d'être renvoyée: une femme qui a des tas d'ennuis. Son "crime" c'est de ne pas se laisser faire par la cheftaine.

C'est vrai qu'elle est révoltée, "excitée", "énervée", mais comment ne pas l'être quand on a que des emmerdements.

Mme Braun fait son boulot dans l'unité pas plus mal que tout le monde. Mais n'accepte pas les brimades. Elle n'accepte pas d'être traitée de folle. Elle n'accepte pas qu'on lui mette sur le dos tout ce qui ne va pas dans le service. Elle ne se fait pas d'illusion sur la justice de ceux qui nous commandent et elle a le courage de le dire.

POUR NE PAS VOULOIR VIVRE A GENOU, ELLE A ETE RENVOYEE.

Une femme de service ou un garçon, ça ne compte pas pour l'administration des HCL : pas de qualification, pas de diplômes, pas besoin de savoir ni d'être instruit pour prendre un balai et une serpillière et pour faire le ménage à longueur de journée. Il suffit d'obéir et de faire tout ce qu'on nous demande même si on a les reins si douloureux qu'on ne tient plus debout. Ca ne regarde que nous. Aucune raison valable pour ne pas faire le ménage.

Tout cela dit, il faut arriver à l'heure par tous les temps quel que soit le nombre de cars à prendre de bonne heure de matin et quelles que soient les raisons personnelles qu'on a d'être en retard.

Il ne faut surtout pas être en retard à 6h30 pour faire le ménage de la salle d'attente et pour faire le ménage du bureau de la cheftaine. Comme si ça ne pouvait pas attendre une demi-heure !

On est au service des malades parait-il ? Allons faites pas rigoler !

On est à la disposition des patrons et au service de l'administration. Notre travail mal fait, si on nous le critique, c'est pas parce que ça peut nuire aux malades mais parce que ça fait du tort à la réputation de l'hôpital.

Le sort de cette femme, c'est celui qui attend tous les travailleurs quand les patrons n'ont plus besoin d'eux ou quand ils se révoltent.

Jusqu'à un certain moment la CGT a essayé de retarder son renvoi mais maintenant elle n'est plus "défendable" à son avis. La direction pour la vider dit qu'il y a faute professionnelle. La CGT dit la même chose. Les autres syndicats ne s'en occupent même pas.

Mars 71 - COMITE d'ACTION INTERHOSPITALIER .

RECTIFICATIFS

1) - Dans notre précédente brochure (janvier 71), à propos d'un texte traduit de l'italien sur la révolte de Reggio-Calabre, nous n'avions su interpréter ces mots des camarades italiens : "Vive le Grand-Duché de Sbarre". Vérification faite, il s'agit de 2 quartiers populaires de Reggio, que les ouvriers ont déclaré indépendants : "Le Grand-Duché de S^{ta} Catarina" et la "République de Sbarre".

2)- Des camarades de St-Etienne (et nous en avons parlé) avaient été durement condamnés pour avoir peint des slogans hostiles à leur patron sur les murs de l'usine. En appelant à la solidarité, ils avaient reçu immédiatement au-delà de la somme nécessaire, dont un peu plus de 200 F. de notre part. Par erreur, un journal toulousain ("L'Espoir") avait attribué, dans une publication, en p. 3 de son n° 470, notre modeste contribution à la CNT de Lyon. En demandant rectification, nous eûmes satisfaction aussitôt après : dans le n° 473, de "L'Espoir".

- En revanche nous avons laissé entendre que l'argent avait afflué à Saint-Etienne avant tout appel d'organisation alors qu'il semble au contraire que ce soit en particulier grâce à celui de l'ORA que la somme ait été si rapidement couverte.

- Nous profitons de cette note pour diffuser l'information suivante, toujours de ces mêmes camarades de St-Etienne, ouvriers se réclamant du communisme libertaire.

Contrairement aux informations du Progrès du 6 février, l'attaque d'un fourgon de police devant l'usine de Firminy CA FAL n'avait pas été le fait de leur organisation ni des anarchistes mais du PCMLF. Ce dernier s'était servi du Secours Rouge pour rectifier par affiches l'"erreur" du Progrès, mais s'était permis de déclarer l'allusion au drapeau noir insultante pour eux. A la suite de quoi les libertaires stéphanois avaient dénoncé ce sectarisme du Secours Rouge et rompu avec lui.

DOCUMENTS PEU CONNUS , A SE PROCURER

Parmi les bulletins, revues, brochures... rédigés par des groupes autonomes d'usines ou de quartiers, nous engageons vivement à lire ceux qui suivent.

Dans la région

- "Comité de base" (bulletin édité par des travailleurs de la Rhodia/Péage de Roussillon et des instituteurs de l'Ecole Emancipée d'Isère.
Ecrire à :
Hirtzler , 12, Rue Verguin , 38-ROUSSILLON
- " Conflit Caterpillar ", à
Alain Gautier, 13, Rue Christophe-Turc
(village Olympique)
38- GRENOBLE
- " Vivre dans le Vieux Lyon " à
"Librairie Federop"
Rue des 3 Maries,
LYON (5°)
- " Le piston noir" (textes des lycéens de Brossolette-Villeurbanne), à :
"C L L L " c/o B. P. "AGEL"
72, Rue Etienne Richerand
LYON (3°)

Ailleurs en France

- " Les Interimaires en Lutte" (Bulletin d'informations sur les luttes et droits des travailleurs intérimaires) ,
C/o CFDT , 26, Rue Montholon
PARIS (9°)
- Le Sabotage
- La Commune de Paris (Talès)
- Auschwitz , grand alibi
- La Crise ("Salomé)
- Marxisme des Bègues
- Luttés Sociales et Grèves s/s l'ancien régime (notamment consacré à la lutte des classes à Lyon)
- A bas les chefs (de l'ouvrier Déjacque)
- Origines de la classe ouvrière (Kuczynski)
- Droit (Jerry Rubin), etc....

- sont en vente à :

Labo-Constataion - B. P. 24
69- Ste FOY-les-LYON.

"La Vieille Taupe"
1, Rue des Fossés St-Jacques
PARIS (5°)

et quelque fois à :

"La Proue"
15, Rue Childebert
LYON (2°)

- " Fort Aiton"

(témoignages sur les camps de concentration militaires
actuels en France) circule aussi en librairie.